

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 14 mars 2016

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	21	4

N° de la séance : 08

Objet de la délibération : Direction
Déplacements et Infrastructures - Bus-
tram - Convention de groupement de
commandes Antibes / Département des
Alpes-Maritimes / CASA

- ☒ Original
☐ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Didier ROSSI

N° Enregistrement : BC.2016.044

Date de la convocation :
Le 08/03/2016

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **31 MARS 2016**

de la réception s/Préfecture
en date du **29 MARS 2016**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Didier ROSSI

L'an deux mil seize et le 14 mars à 11h00, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Marc DAUNIS, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Claude BERENGER, René TRASTOUR

ABSENTS :

Lionnel LUCA, Marguerite BLAZY, Richard THIERY, Joseph VALETTE

Monsieur OCCELLI,

Le système d'échanges de l'entrée nord d'Antibes est particulièrement complexe en raison de la présence de plusieurs nœuds routiers et autoroutiers d'importance, permettant l'accès à la technopole de Sophia Antipolis, au centre-ville et aux communes avoisinantes, mais aussi en raison de la prédominance de zones d'activités commerciales. Par ailleurs, la coupure du secteur par l'autoroute et le manque d'espace disponible compliquent les aménagements et laissent peu de place à la pratique des modes alternatifs à la voiture.

Les réseaux routiers départementaux, communaux et autoroutiers sont aujourd'hui particulièrement saturés aux heures de pointe malgré un large dimensionnement des infrastructures, en raison d'une utilisation prédominante de la voiture particulière.

Aussi, afin d'encourager le report modal :

- la CASA a entrepris la construction d'un axe de Transports Collectifs en Site Propre (TCSP) par un Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) dit bus-tram, reliant le centre-ville d'Antibes, depuis le pôle d'échange à Sophia Antipolis ;

- le Département a renforcé l'offre de transport collectif de la ligne 230 Nice / Sophia, qui emprunte l'A8, par la mise en service d'un Car à Haut Niveau de Service. Ce CHNS empruntera une partie de l'infrastructure du BHNS de la CASA dans le secteur de Saint Claude, permettant ainsi des interconnexions avec le bus-tram.

Néanmoins, afin de permettre le développement économique du territoire communal et intercommunal de part et d'autre de l'axe autoroutier, le Département, la CASA et la Commune d'Antibes ont convenu qu'un réaménagement routier global de l'entrée nord d'Antibes devait être étudié et mis en œuvre, afin d'améliorer la gestion des flux de circulation de transit et de desserte locale.

En raison de l'intérêt commun aux trois collectivités territoriales concernées, il est proposé que les différents aménagements routiers fassent l'objet d'un groupement de commande entre le Département – la Commune – la CASA, conformément aux dispositions du code des marchés publics et notamment son article 8.

Par ailleurs, par anticipation de l'impact du trafic supplémentaire lié au projet d'extension du centre commercial Carrefour, la Ville d'Antibes et la société Immobilière Carrefour, chargée de l'extension de la galerie commerciale, signeront un Projet Urbain Partenarial (PUP), qui définira les modalités de participation financière de l'investisseur privé aux équipements routiers publics utiles à la desserte du nouveau projet, qui s'élèvera à 13 M€ HT sur les 17 M€ HT de l'opération globale.

En parallèle, l'Immobilière Carrefour et ESCOTA vont conventionner afin de définir les modalités techniques et financières de réalisation des aménagements autoroutiers suivants :

- création d'une nouvelle bretelle d'entrée à l'A8 permettant de relier directement la RD 535 en provenance de Sophia Antipolis à l'autoroute en direction de Nice ;
- aménagement d'un shunt permettant de relier directement le chemin de St Claude à l'échangeur de l'autoroute en direction de Nice ;
- ajout d'une nouvelle voie d'entrée à l'A8 depuis le chemin des Terriers vers l'autoroute en direction de Nice, au niveau de l'échangeur des Semboules.

Aussi, il vous est proposé un projet de convention de groupement de commandes dont l'objet est le suivant :

- l'organisation du groupement de commandes, au sens des dispositions de l'article 8 du code des marchés publics ;
- la désignation du Département comme conducteur d'opération au sens de l'article 6 de la loi relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (dite loi MOP) et comme coordonnateur conformément aux dispositions de l'article 8-II et 8-VII-1° du code des marchés publics ;
- la définition des modalités de la concertation publique, menée par la Commune et le Département, au titre de l'article L 300-2 du code de l'urbanisme, et organisée par la Commune ;
- la désignation par la Commune et ESCOTA du Département comme l'organisateur de l'enquête publique unique, menée au titre du code de l'environnement, si requise ;
- l'acceptation du Département d'être l'organisateur de l'enquête publique unique ;
- la remise aux collectivités des ouvrages réalisés sur leur domaine public respectif et le transfert des charges d'entretien.

Cette convention fixe les modalités d'organisation et de fonctionnement de ce groupement sur la base d'une répartition financière tripartite suivante :

Prestations et autres dépenses	Commune d'Antibes	Département	CASA
Toutes les prestations et autres dépenses passées à partir de la signature de la convention et pendant les phases PRO à assistance à la passation des contrats de travaux (ACT) de la maîtrise d'œuvre sauf ligne ci-dessous	64 %	20 %	16 %
Concertation publique et enquête publique	76 %	24 %	0 %
Toutes les prestations et autres dépenses à partir des phases direction de l'exécution des travaux (DET) jusqu'à assistance aux opérations de réception (AOR) y compris les travaux	53,5 % de l'autopont du chemin de St Claude vers la RD 35 100 % de l'élargissement du chemin de St Claude 100 % du giratoire de Saint Claude 100 % du giratoire des Terriers	46,5 % de l'autopont du chemin de St Claude vers la RD 35	100 % élargissement de l'anneau du giratoire de Provence et modifications des raccordements 100 % du BHNS et de la station 100 % de la voie d'accès à Antibes Activités
Participation financière prévisionnelle de chaque membre	6 374 748 € HT	2 005 452 € HT	1 560 480 € HT

L'opération consistera à réaliser les aménagements routiers suivants décrits à l'annexe 2 du projet de convention :

- élargissement du chemin de Saint Claude à 3 voies entre le giratoire Coutelier et le BHNS (projet 2) ;
- déplacement du giratoire de Saint Claude sur le chemin de Saint Claude (projet 3) ;
- construction d'un autopont à une voie permettant de relier le chemin de Saint Claude à la RD 35, en direction de Grasse (projet 4.1) ;
- élargissement à 3 voies du giratoire de Provence sur la RD 35, avec le réaménagement des voies d'entrée dans le giratoire RD 35, RD 535 et RD 535G et le chemin de St Claude (projet 4.4) ;
- aménagement d'un giratoire sur le chemin des Terriers en vue de permettre le raccordement d'une bretelle d'accès à l'autoroute A8 en direction de Nice (solution variante du projet 4.5) ;
- création d'un tronçon de BHNS en site propre avec une station du bus-tram, au droit du centre commercial sur le secteur de Saint Claude (projet 5) ;
- création de la voie d'accès à Antibes Activités (projet 6).

Pour cela et conformément au projet de convention article 8 :

« ARTICLE 8 : COMMISSION D'APPEL D'OFFRE SPÉCIFIQUE AU GROUPEMENT

Une commission d'appel d'offres spécifique est formée conformément à l'article 8 du code des marchés publics. Chaque maître d'ouvrage est représenté par un membre titulaire élu parmi ses membres ayant voix délibérative. Il est prévu un suppléant pour chacun d'entre eux. La commission est présidée par le représentant du coordonnateur. Cette commission examine les candidatures et les offres, attribue le marché, déclare, le cas échéant, le caractère infructueux de la consultation et définit la procédure à relancer sous la forme la plus adaptée. Le fonctionnement de la CAO est défini à l'article 25 du code des marchés publics. ».

Il appartient au prochain Conseil Communautaire de désigner les membres représentant la CASA dans le cadre de cette CAO.

Aussi, il vous est proposé :

- d'approuver les termes de la convention de groupement de commandes pour la passation de marchés publics relatifs aux aménagements dans le secteur Nord d'Antibes ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-président à la mobilité et aux transports à signer ladite convention ;
- de solliciter toute subvention relative aux opérations décrites à la présente convention.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver les termes de la convention de groupement de commandes pour la passation de marchés publics relatifs aux aménagements dans le secteur Nord d'Antibes, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-président à la mobilité et aux transports à signer ladite convention ;
- de solliciter toute subvention relative aux opérations décrites à la présente convention.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 14 mars 2016
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

CONVENTION

constitutive d'un groupement de commandes pour la passation de marchés publics relatifs aux aménagements dans le secteur Nord d'Antibes sur les RD 35, RD 35 G du PR 3+600 au PR 3+750, RD 35 au PR 3+600, RD 535G du PR 0 au PR 0+150 et les chemins communaux de Saint Claude et des Terriers – Commune d'Antibes.

Entre : Le Département des Alpes-Maritimes,

représenté par Monsieur Eric CIOTTI, Président en exercice, domicilié en cette qualité au centre administratif départemental, 147 boulevard du Mercantour, B.P. 3007, 06201 Nice cedex 3, et agissant conformément à la délibération de la commission permanente en date du

d'une part,

Et : La Commune d'Antibes

représentée par Monsieur Jean LEONETTI, Maire en exercice, domicilié en cette qualité à l'Hôtel de Ville, cours Masséna, 06000 Antibes, et agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal, en date du

d'autre part,

Et : La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA)

représentée par Monsieur Thierry OCCELLI, Vice Président à la mobilité et aux transports en exercice, domicilié en cette qualité Hôtel de ville Cours Masséna 06600 Antibes, et agissant en vertu d'une délibération du bureau communautaire, en date du

d'autre part,

PREAMBULE

Le système d'échanges de l'entrée nord d'Antibes est particulièrement complexe en raison de la présence de plusieurs nœuds routiers et autoroutiers d'importance, permettant l'accès à la technopole de Sophia Antipolis, au centre-ville et aux communes avoisinantes, mais aussi en raison de la prédominance de zones d'activités commerciales. Par ailleurs, la coupure du secteur par l'autoroute et le manque d'espace disponible compliquent les aménagements et laissent peu de place à la pratique des modes alternatifs à la voiture.

Les réseaux routiers départemental, communal et autoroutier sont aujourd'hui particulièrement saturés aux heures de pointe malgré un large dimensionnement des infrastructures, en raison d'une utilisation prédominante de la voiture particulière.

Aussi, afin d'encourager le report modal :

- la CASA a entrepris la construction d'un axe de Transports Collectifs en Site Propre (TCSP), de type Bus à Haut Niveau de Service (BHNS), reliant le centre-ville d'Antibes, depuis le pôle d'échange à Sophia Antipolis
- le Département a renforcé l'offre de transport collectif de la ligne 230 Nice / Sophia, qui emprunte l'A8, par la mise en service d'un Car à Haut Niveau de Service. Ce CHNS empruntera une partie de l'infrastructure du BHNS de la CASA dans le secteur de Saint Claude, permettant ainsi des interconnexions avec le bus-tram.

Néanmoins, afin de permettre le développement économique du territoire communal et intercommunal de part et d'autre de l'axe autoroutier, le Département, la CASA et la Commune d'Antibes ont convenu qu'un réaménagement routier global de l'entrée nord d'Antibes devait être étudié et mis en œuvre, afin d'améliorer la gestion des flux de circulation de transit et de desserte locale.

En raison de l'intérêt commun aux trois collectivités territoriales concernées, les différents aménagements routiers feront l'objet d'un groupement de commande entre le Département – la Commune – la CASA, conformément aux dispositions du code des marchés publics et notamment son article 8. La convention de groupement jointe à la présente délibération, fixe les modalités d'organisation et de fonctionnement.

Par ailleurs, par anticipation de l'impact du trafic supplémentaire lié au projet d'extension de l'ensemble commercial Carrefour, la Ville d'Antibes et la société Immobilière Carrefour, chargée de cette extension, signeront un Projet Urbain Partenarial (PUP), qui définira les modalités de participation financière de l'investisseur privé aux équipements routiers publics utiles à la desserte du nouveau projet, qui s'élèvera à 13 M€ HT sur les 17 M€ HT de l'opération globale.

En parallèle, l'Immobilière Carrefour, ESCOTA et la ville d'Antibes vont conventionner afin de définir les modalités techniques et financières de réalisation des aménagements autoroutiers suivants :

- création d'une nouvelle bretelle d'entrée à l'A8 permettant de relier directement la RD 535 en provenance de Sophia Antipolis à l'autoroute en direction de Nice (projet 4.2 de l'annexe 2) ;
- ajout d'une nouvelle voie d'entrée à l'A8 depuis le chemin des Terriers vers l'autoroute en direction de Nice, au niveau de l'échangeur des Semboules (projet 4.6 de l'annexe 2) ;
- aménagement d'un shunt permettant de relier directement le chemin de St Claude à l'échangeur de l'autoroute en direction de Nice (projet 4.3 de l'annexe 2).

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet :

- l'organisation du groupement de commandes, au sens des dispositions de l'article 8 du code des marchés publics ;
- la désignation du Département comme conducteur d'opération au sens de l'article 6 de la loi relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (dite loi MOP) et comme coordonnateur conformément aux dispositions de l'article 8-II et 8-VII-1° du code des marchés publics ;
- la définition des modalités de la concertation publique, menée par la Commune et le Département, au titre de l'article L 300-2 du code de l'urbanisme, et organisée par la Commune ;
- la désignation par la Commune et ESCOTA du Département comme l'organisateur de l'enquête publique unique, menée au titre du code de l'environnement, si requise ;
- l'acceptation du Département d'être l'organisateur de l'enquête publique unique ;
- la remise aux collectivités des ouvrages réalisés sur leur domaine public respectif et le transfert des charges d'entretien.

ARTICLE 2 : DESCRIPTION DE L'OPERATION

L'opération consiste à réaliser les aménagements routiers suivants dont les plans d'aménagement de principe, validés par les membres, sont joints en annexes 1, 2 et 3 :

- aménagement d'un giratoire sur le chemin des Terriers en vue de permettre le raccordement d'une bretelle d'accès à l'autoroute A8 en direction de Nice (solution variante du projet 4.5 de l'annexe 2) ;
- construction d'un autopont à une voie permettant de relier le chemin de Saint Claude à la RD 35, en direction de Grasse (projet 4.1 de l'annexe 2) ;
- élargissement à 3 voies du giratoire de Provence sur la RD 35, avec le réaménagement des voies d'entrée dans le giratoire RD 35, RD 535 et RD 535G et le chemin de St Claude (projet 4.4 de l'annexe 2) ;
- élargissement du chemin de Saint Claude à 3 voies entre le giratoire Coutelier et le BHNS (projet 2 de l'annexe 2) ;
- déplacement du giratoire de Saint Claude sur le chemin de Saint Claude (projet 3 de l'annexe 2) ;
- création d'un tronçon de BHNS en site propre avec une station du bus-tram, au droit du centre commercial sur le secteur de Saint Claude (projet 5 de l'annexe 2) ;
- création de la voie d'accès à Antibes Activités (projet 6 de l'annexe 2).

La réalisation des aménagements précités comprendra notamment :

- le recensement des réseaux et des projets des compagnies concessionnaires, la coordination technique des études et des travaux de déplacement des réseaux par le maître d'œuvre ;

- les études de conception des différents aménagements routiers ;
- les prestations intellectuelles complémentaires nécessaires à l'élaboration des dossiers réglementaires (études environnementales, étude d'impact, archéologie préventive, dossiers loi sur l'eau), techniques (contrôles extérieurs, études géotechniques, topographiques, hydrauliques), et administratifs (concertation publique, enquête publique), ainsi qu'à la mission de coordonnateur sécurité prévention santé (CSPS) ;
- la concertation publique pour les projets routiers ;
- l'enquête publique unique pour le compte de la Ville d'Antibes, du Département et ESCOTA, ainsi que l'obtention des autorisations administratives correspondantes ;
- les travaux des différents aménagements routiers ;
- la réception et la remise des ouvrages réalisés, aux maîtres d'ouvrage respectifs.

L'aménagement des nouvelles bretelles d'accès autoroutières relèvent de la compétence d'ESCOTA après approbation par son autorité ministérielle de tutelle.

ARTICLE 3 : COMPOSITION DU GROUPEMENT DE COMMANDES

Le groupement de commandes est constitué conformément à l'article 8 du code des marchés publics, des personnalités morales publiques suivantes, signataires de la présente convention et désignées ci-après « les membres » :

- le Département des Alpes-Maritimes (coordonnateur), représenté par son Président ;
- la Commune, représentée par son Maire ;
- la CASA, représentée par son Vice-Président.

ARTICLE 4 : COORDONNATEUR DU GROUPEMENT DE COMMANDES

Le Département, représenté par le Président du Conseil Départemental, est désigné coordonnateur du groupement de commandes selon les conditions prévues à l'article 8-II et 8-VII-1° du code des marchés publics. La mission de coordonnateur ne donne pas lieu à indemnisation.

ARTICLE 5 : ADHÉSION ET RETRAIT DES MEMBRES DU GROUPEMENT

Chaque membre adhère au groupement de commandes en adoptant la présente convention :

- pour le Département par délibération de la commission permanente,
- pour la Commune par délibération du conseil municipal,
- pour la CASA par délibération du bureau communautaire.

Les membres du groupement ne peuvent se retirer qu'à l'issue du règlement des décomptes généraux et définitifs des marchés de maîtrise d'œuvre et de travaux, de l'ensemble de l'opération.

ARTICLE 6 : MISSIONS DU DEPARTEMENT

Le Département en tant que coordonnateur et conducteur d'opération est chargé, dans le respect du code des marchés publics et de l'article 6 de la loi MOP, d'apporter aux membres une assistance technique, juridique et administrative générale pour la réalisation de l'opération.

Il lui incombera notamment :

- d'organiser les réunions de travail du comité technique de suivi, afin de recueillir les exigences techniques et administratives des membres du groupement de commandes ;
- de coordonner les procédures d'autorisations administratives préalables à la réalisation des travaux ;
- de gérer les procédures de consultation normalement dévolues au pouvoir adjudicateur, au nom des membres du groupement et selon les modalités définies dans la présente convention ;
- de rédiger le cahier des charges nécessaire à la consultation du marché de maîtrise d'œuvre. Celui-ci sera soumis à la validation des membres et sera réputé validé en l'absence de réponse dans un délai de quatre semaines après réception du dossier ;
- de convoquer la Commission d'Appel d'Offre, d'en assurer le secrétariat, d'analyser les offres, d'établir les rapports et de signer les marchés et les notifier aux candidats retenus ; d'analyser techniquement les études (avant-projet (AVP), projet (PRO), DCE (Dossier de Consultation des Entreprises) du maître d'œuvre et des différents prestataires

intellectuels, puis de les faire valider à chaque membre du groupement. Les dossiers seront réputés validés en l'absence de réponse dans un délai de quatre semaines après réception de ces derniers ;

- de participer au suivi et aux réunions des études et des travaux, et prévoir les contrôles externes nécessaires au bon déroulement des chantiers ;
- de transmettre, à chaque membre, les documents nécessaires à présenter comme pièces justificatives à l'appui des mandats concernés par les marchés, en application des dispositions du décret n° 2007-450 du 25 mars 2007 ;
- de proposer la conclusion d'éventuels avenants aux marchés, les signer et les notifier ;
- d'organiser les Opérations Préalables à la Réception des travaux (OPR) en présence de la Commune et de la CASA, contradictoirement avec les entrepreneurs ;
- de proposer la réception qui sera signée par les membres du groupement de commande ;
- de représenter le groupement de commandes, en cas de contentieux relatifs à la passation et l'exécution des marchés.

ARTICLE 7 : PROCEDURES ADMINISTRATIVES

Pour mémoire : les aménagements liés au BHNS ont déjà fait l'objet des procédures préalables obligatoires (concertation, enquête publique, déclaration d'utilité publique, enquête parcellaire).

L'opération comprend notamment les procédures suivantes :

7.1 Enquête publique emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme

Compte tenu de l'intérêt général du projet d'extension du centre commercial Carrefour, la Commune s'engage à mener la procédure de déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU conformément à l'article L300-6 et L153-54 du code de l'urbanisme. La mise en compatibilité du PLU portera sur la modification du secteur et du règlement.

7.2 Concertation publique

Les projets d'aménagements routiers rentrent dans le champ d'application des articles L300-1 et L300-2 du code de l'urbanisme et sont donc soumis à concertation publique préalable. Celle-ci sera organisée par la Commune et pour le compte du Département, selon les modalités suivantes :

- constitution du dossier ;
- information dans la presse et par voie d'affichage annonçant l'ouverture de la concertation publique, ainsi que son déroulement ;
- organisation d'au moins une réunion publique ;
- mise à disposition d'un registre dédié aux observations de la population.

Le Département et la Commune devront délibérer sur les modalités et le bilan de celle-ci.

7.3 Enquête publique environnementale

Dans le cas où les travaux d'aménagements routiers prévus dans la présente convention seraient soumis à étude d'impact, au titre de la nomenclature de l'article R122-2 du code de l'environnement, une enquête publique environnementale unique sera organisée préalablement aux travaux, pour le compte du Département et de la Commune, ainsi que pour le compte d'Escota, si l'enquête devait regrouper les travaux à réaliser sur le domaine public autoroutier.

La Commune désigne le Département comme organisateur de l'enquête publique unique selon les dispositions de l'article L123-6 et R123-7 du code de l'environnement.

Le Département accepte d'être l'organisateur unique de l'enquête publique pour le compte de la Commune et celui d'Escota.

Elle sera suivie d'une déclaration de projet de chacune des collectivités.

7.4 Dossier loi sur l'eau

Dans le cas où les travaux routiers seraient soumis, au titre de l'article L214-1 et suivants du code de l'environnement, à l'élaboration d'un dossier loi sur l'eau (déclaration ou autorisation), la Commune et la CASA autorisent le Département à déposer les dossiers d'instruction auprès des services de l'État, pour l'ensemble du groupement.

7.5 Archéologie préventive

Le Département coordonnera la consultation de la Direction Régionale des Affaires Culturelles, afin d'analyser sur les emprises du projet, définies en annexe 3, les secteurs sensibles, susceptibles de faire l'objet d'un diagnostic archéologique préventif.

Chaque maître d'ouvrage signera avec un opérateur agréé, une convention définissant les conditions de réalisation des recherches archéologiques et les délais d'intervention. Les travaux de reconnaissance sont sous la responsabilité du maître de l'ouvrage concerné.

ARTICLE 8 : COMMISSION D'APPEL D'OFFRE SPÉCIFIQUE AU GROUPEMENT

Une commission d'appel d'offres spécifique est formée conformément à l'article 8 du code des marchés publics. Chaque maître d'ouvrage est représenté par un membre titulaire élu parmi ses membres ayant voix délibérative. Il est prévu un suppléant pour chacun d'entre eux. La commission est présidée par le représentant du coordonnateur. Cette commission examine les candidatures et les offres, attribue le marché, déclare, le cas échéant, le caractère infructueux de la consultation et définit la procédure à relancer sous la forme la plus adaptée. Le fonctionnement de la CAO est défini à l'article 25 du code des marchés publics.

ARTICLE 9 : COMITÉ TECHNIQUE DE SUIVI DE L'OPERATION

Le comité technique a pour mission de permettre aux membres du groupement de suivre le déroulement de l'opération. Il est composé d'au moins un représentant des services de chaque membre. Le Département en tant que conducteur d'opération assurera l'animation du comité technique. Le comité technique se réserve le droit de consulter tout autre partenaire, non membre du groupement.

Lors de la réalisation des différentes étapes, les représentants des membres seront systématiquement associés aux réunions de travail, afin d'exprimer leurs exigences techniques, leurs contraintes de fonctionnalité et d'approuver les choix et orientations d'aménagement proposés.

ARTICLE 10 : MARCHÉS DE MAITRISE D'ŒUVRE, DE CSPS ET DE TRAVAUX

Les membres conviennent :

- que les prestations feront l'objet d'un marché de maîtrise d'œuvre, décomposé par élément d'ouvrage (décrit à l'article 2) ;
- que les prestations de CSPS seront découpées de la même manière que celles de la maîtrise d'œuvre ;
- que les travaux feront l'objet de marchés décomposés par élément d'ouvrage (décrit à l'article 2).

ARTICLE 11 : AVENANTS A LA CONVENTION

11.1 Avenant à la convention

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant approuvé par l'ensemble des membres, notamment dans le cadre du dépassement de la participation financière prévisionnelle de chacun des membres indiquée à l'article 12.2.

11.2 Avenant aux marchés passés dans le cadre de la présente convention

Les avenants d'un montant supérieur à 5% du montant du marché initial seront validés par la CAO spécifique.

ARTICLE 12 : FINANCEMENT DE L'OPÉRATION

12.1 Montant de l'opération

Le montant des études et des travaux est établi à partir d'une estimation prévisionnelle, au stade des études préliminaires et aux conditions économiques de janvier 2016, et estimé à environ de 9 940 800 € HT au taux de TVA de 20 %, soit 11 928 960 € TTC.

Ce montant est révisable et sera ajusté en fonction du décompte général définitif des prestations.

12.2 Répartition financière de l'opération et évolution du coût

La clé de répartition financière est établie selon l'intérêt constitué par les aménagements routiers au bénéfice des membres concernés. Le tableau de répartition financière entre les membres est défini ci-dessous sur la base de celui figurant dans l'annexe 4.

Prestations et autres dépenses	Commune d'Antibes	Département	CASA
Toutes les prestations et autres dépenses passées à partir de la signature de la convention et pendant les phases PRO à assistance à la passation des contrats de travaux (ACT) de la maîtrise d'œuvre sauf ligne ci-dessous	64 %	20 %	16 %
Concertation publique et enquête publique	76 %	24 %	0 %
Toutes les prestations et autres dépenses à partir des phases direction de l'exécution des travaux (DET) jusqu'à assistance aux opérations de réception (AOR) y compris les travaux	53,5 % de l'autopont du chemin de St Claude vers la RD 35 100 % de l'élargissement du chemin de St Claude 100 % du giratoire de Saint Claude 100 % du giratoire des Terriers	46,5 % de l'autopont du chemin de St Claude vers la RD 35	100 % élargissement de l'anneau du giratoire de Provence et modifications des raccordements 100 % du BHNS et de la station 100 % de la voie d'accès à Antibes Activités
Participation financière prévisionnelle de chaque membre	6 374 748 € HT	2 005 452 € HT	1 560 600 € HT

L'estimation prévisionnelle ci-dessus ne comprend pas le coût d'acquisition des emprises nécessaires aux différents aménagements, ni les redevances et le coût des travaux des campagnes de reconnaissance dus au titre de l'archéologie préventive, qui seront à la charge exclusive du maître de l'ouvrage concerné.

Il est acté que, chaque membre du groupement de commandes assume pleinement la responsabilité du détail estimatif quantitatif correspondant à sa partie du projet et au montant de la participation financière qui en découle, comme mentionné dans le tableau ci-dessus.

Dans le cas d'une évolution à la hausse du montant de l'opération, il convient de distinguer quatre cas de figure :

- évolution du coût de l'opération sans modification du programme ou du périmètre de l'opération : les membres s'engagent à prendre en compte, et selon la clé de répartition décrite en annexe 4, cette évolution qui rentrera dans le calcul du montant réel de l'opération ;
- évolution du coût de l'opération avec modification du programme ou du périmètre de l'opération, validée par les membres (la modification apportant un avantage certain pour tous les membres) : les membres s'engagent à prendre en compte, et selon la répartition décrite plus haut, le surcoût dû à cette évolution ; cette évolution entrera dans le calcul du montant réel de l'opération ;
- évolution du coût de l'opération avec modification du programme ou du périmètre de l'opération, demandée seulement par l'un des membres : le membre concerné s'engage à prendre en charge intégralement le surcoût des prestations correspondantes ;
- évolution du coût d'un ouvrage comportant des fondations soumises à aléas géotechniques : le maître d'ouvrage concerné s'engage à prendre en charge financièrement la totalité du surcoût.

En conséquence, les éventuelles prestations supplémentaires devront faire l'objet d'une présentation au comité technique, d'une traçabilité afin qu'elles soient imputées, de manière répartie ou totale (en fonction des quatre cas de figure) aux membres qui les demandent. Cette traçabilité sera assurée par le coordonnateur et portée à la connaissance des membres de manière régulière.

12.3 Concessionnaires :

L'estimation prévisionnelle ci-dessus ne comprend pas les coûts éventuels de déplacement ou d'enfouissement des réseaux des compagnies concessionnaires, dont la réalisation relève de ces concessionnaires et qui devront préciser leurs prescriptions pour être intégrées aux travaux d'aménagement des ouvrages.

Dans le cas où les compagnies concessionnaires n'accepteraient pas de supporter la totalité du montant des travaux qui leur incombe, les membres s'engagent à prendre en charge la part desdits travaux qui leur revient sur leur domaine public respectif.

ARTICLE 13 : PAIEMENT

Les prestations et les marchés seront rémunérés directement par chaque membre aux titulaires, selon l'article 12, et conformément aux pièces contractuelles du marché, notamment pour le déroulement de la prestation de service fait, à l'issue de la production des constats contradictoires approuvés par les membres du groupement.

En outre, chaque membre tient informé le coordonnateur de la bonne mise en paiement de la somme qui lui incombe.

ARTICLE 14 : EMPRISES DU PROJET

Les emprises nécessaires à la réalisation des travaux devront être préalablement acquises, libérées et mises à disposition par chacun des membres. Le plan de principe des limites d'emprise du projet en annexe 5, identifie les terrains à acquérir pour la réalisation des projets.

ARTICLE 15 : REMISE DES OUVRAGES - RESPONSABILITÉS

A l'issue des travaux, un procès-verbal de remise d'ouvrage est établi contradictoirement entre le Département et la Commune et / ou la CASA, en présence des représentants habilités par chacun des membres.

a) Ouvrages dont la propriété relève du Département :

- les aménagements complémentaires effectués au giratoire de Provence ;
- l'autopont à une voie permettant de relier le chemin de Saint Claude à la RD 35 en direction de Grasse.

b) Ouvrages dont la propriété relève de la Commune :

- les aménagements réalisés sur le chemin de Saint Claude ;
- les aménagements effectués aux giratoires de Super Antibes et Coutelier ;
- le giratoire sur le chemin des Terriers et ses branches de raccordement jusqu'au Domaine Public Autoroutier Concédé (DPAC) ;
- l'accès au shunt permettant de relier le chemin de St Claude à la bretelle d'accès à l'A8, hors DPAC ;
- la voie d'accès à Antibes Activités.

c) Ouvrages dont la propriété relève de la CASA :

- la station de bus-tram et tous les équipements afférents au BHNS au droit du centre commercial sur la rue des Trois Moulins ;
- le tronçon de site propre du BHNS le long du chemin de Saint Claude et sur la rue des Trois Moulins jusqu'au pont de l'A8.

d) Ouvrages dont les charges d'entretien sont transférées à la Commune :

A compter de la date du procès-verbal de remise d'ouvrages, la Commune assurera la gestion, l'entretien et le renouvellement ultérieur des ouvrages dont elle est propriétaire et ceux dont l'entretien lui auront été transférés par la présente, y compris les frais et dépenses y afférents, notamment les consommations d'électricité. Cela concerne notamment l'entretien paysager du giratoire de Provence, **l'éclairage public** et les trottoirs créés durant l'opération. La Commune assurera toute responsabilité à l'égard des tiers et usagers découlant de la propriété et des charges d'entretien des ouvrages qui lui ont été transférées par la présente.

ARTICLE 16 : POUVOIR DE POLICE

Le Département et la Commune conviennent que les mesures de police relevant de leurs compétences respectives

s'appliqueront pendant toute l'opération. A charge à chacun de prendre les arrêtés lui incombant, en coordination avec les partenaires concernés.

ARTICLE 17 : PLANNING PRÉVISIONNEL DE L'OPÉRATION

Le planning prévisionnel de l'opération figure en annexe 6.

ARTICLE 18 : DURÉE ET ENTREE EN VIGUEUR

La convention entre en vigueur après passage au contrôle de légalité et notification aux membres par le Département, sous réserve des signatures de tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de l'opération.

a) Concernant le groupement de commandes

Elle prendra fin après le règlement des derniers versements (après les décomptes généraux et définitifs).

b) Concernant les aménagements dont la propriété est remise à la Commune ou la CASA

Il n'y a pas de condition de durée.

c) Concernant les aménagements dont l'entretien est transféré à la Commune

La convention demeure valide pendant la durée de vie des aménagements pour tous les travaux réalisés dans le cadre de cette opération.

ARTICLE 19: LITIGES

19.1 : Litige résultant des marchés

En cas de litige résultant de l'application des clauses des marchés, le tribunal administratif compétent sera celui du domicile du coordonnateur du groupement, à savoir le Tribunal administratif de Nice.

En cas de contentieux, si le coordonnateur venait à être condamné au paiement de frais à verser à la partie requérante, chaque membre sera sollicité pour couvrir ces frais supplémentaires, selon le pourcentage de financement prévu à l'annexe 4. En cas de contentieux né du défaut de paiement direct par un des membres, le membre défaillant assume seul, en cas de condamnation, les frais supplémentaires.

19.2 : Litige résultant de la présente convention

Tout litige né de la formation, de l'interprétation, de l'exécution de la présente convention sera porté, à défaut d'accord amiable, devant les juridictions administratives compétentes.

Cette convention, qui ne donne pas lieu à des frais d'enregistrement, a été établie en trois exemplaires originaux

Fait à Nice, le

Pour Département des Alpes-Maritimes
(Prénom NOM, titre + cachet)

Pour la Commune d'Antibes
(Prénom NOM, titre + cachet)

Pour la CASA
(Prénom NOM, titre + cachet)

ANNEXES

Annexe 1 : Périmètre d'intervention des maitres d'ouvrage

Annexe 2 : Synthèse des aménagements routiers sur les voiries communales et départementales

Annexe 3 : Plans de principe des propositions d'aménagements routières et estimations des ouvrages

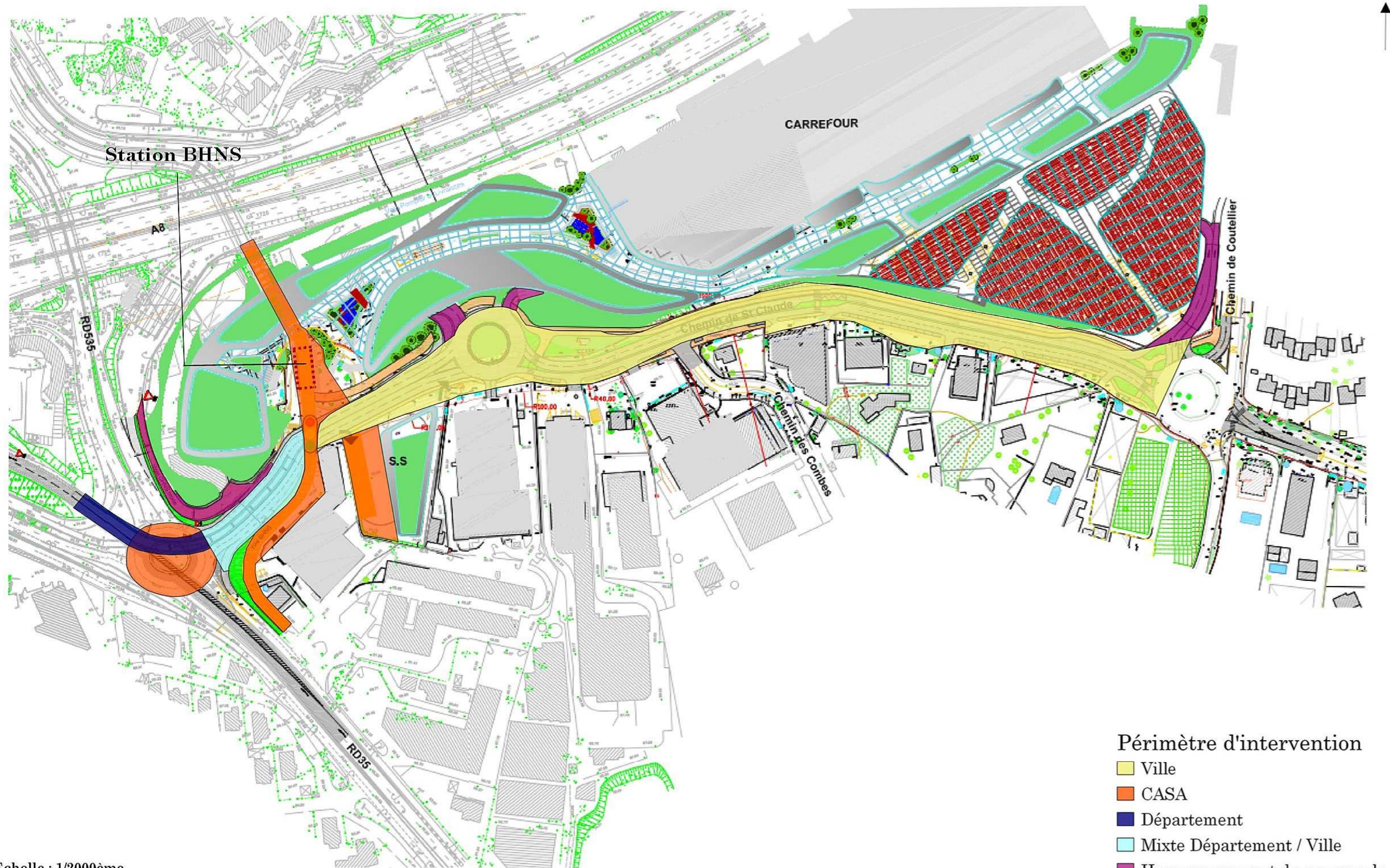
Annexe 4 : Tableau de répartition financière de l'opération entre les membres

Annexe 5 : Plan de principe de limites d'emprise du projet sur les parcelles

Annexe 6 : Planning prévisionnel de l'opération

GROUPEMENT DE COMMANDE - ANNEXE 1

PERIMETRE D'INTERVENTION DES MAITRES D'OUVRAGE



Echelle : 1/2000ème

0 20 40

22/01/2016



- 1 - Accès giratoire Coutellier
- 2 - Recalibrage du Chemin de St Claude
- 3 - Déplacement du giratoire St Claude
- 4.1 - Liaison St Claude > RD35 Grasse
- 4.2 - Boucle RD535 > A8 Nice
- 4.3 - By-pass St Claude > A8 Nice
- 4.4 - Elargissement de l'anneau à 3 voies
- 4.5 - Création d'un Rond Point
- 4.6 - Liaison Semboules > A8 Nice
- 5 - Tronçon de BHNS
- 6 - Voie d'accès Antibes Activités

LEGENDE

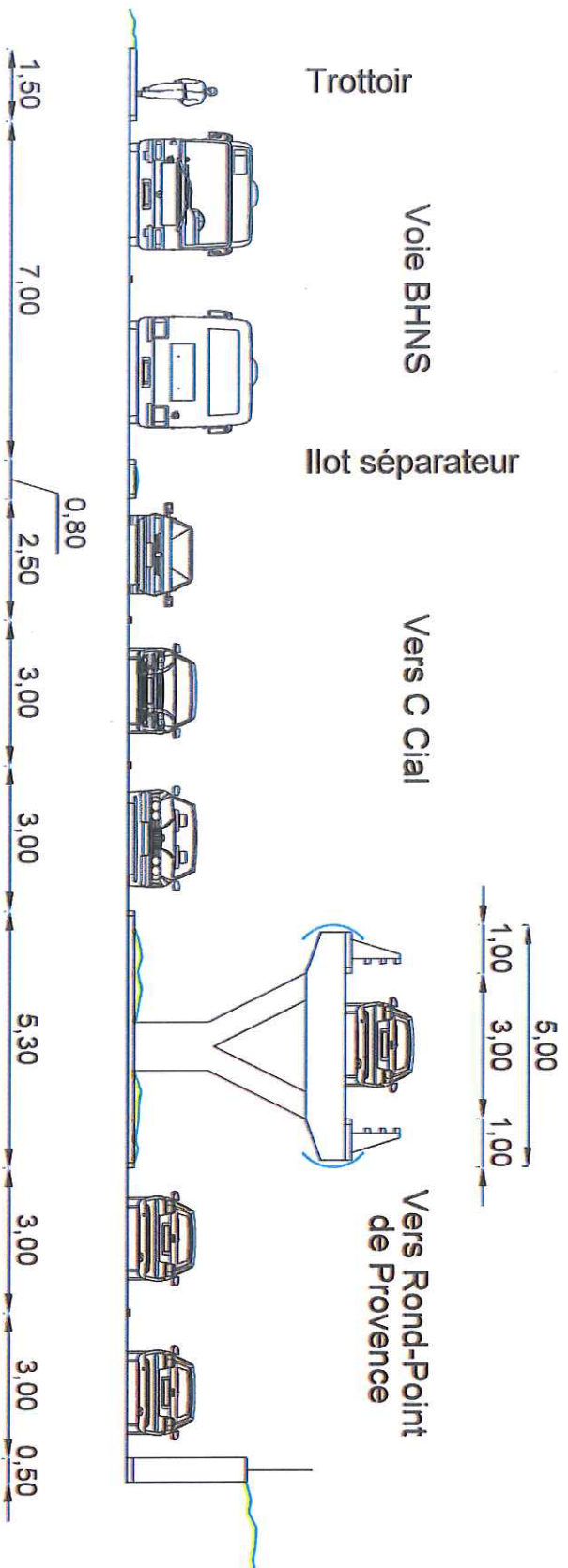
- Travaux compris dans la convention de groupement de commande
- Travaux financés par le PUP
- Travaux financés par Escota et l'immobilière Carrefour (hors PUP et groupement de commande)
- Travaux du BHNS

ANNEXE 3

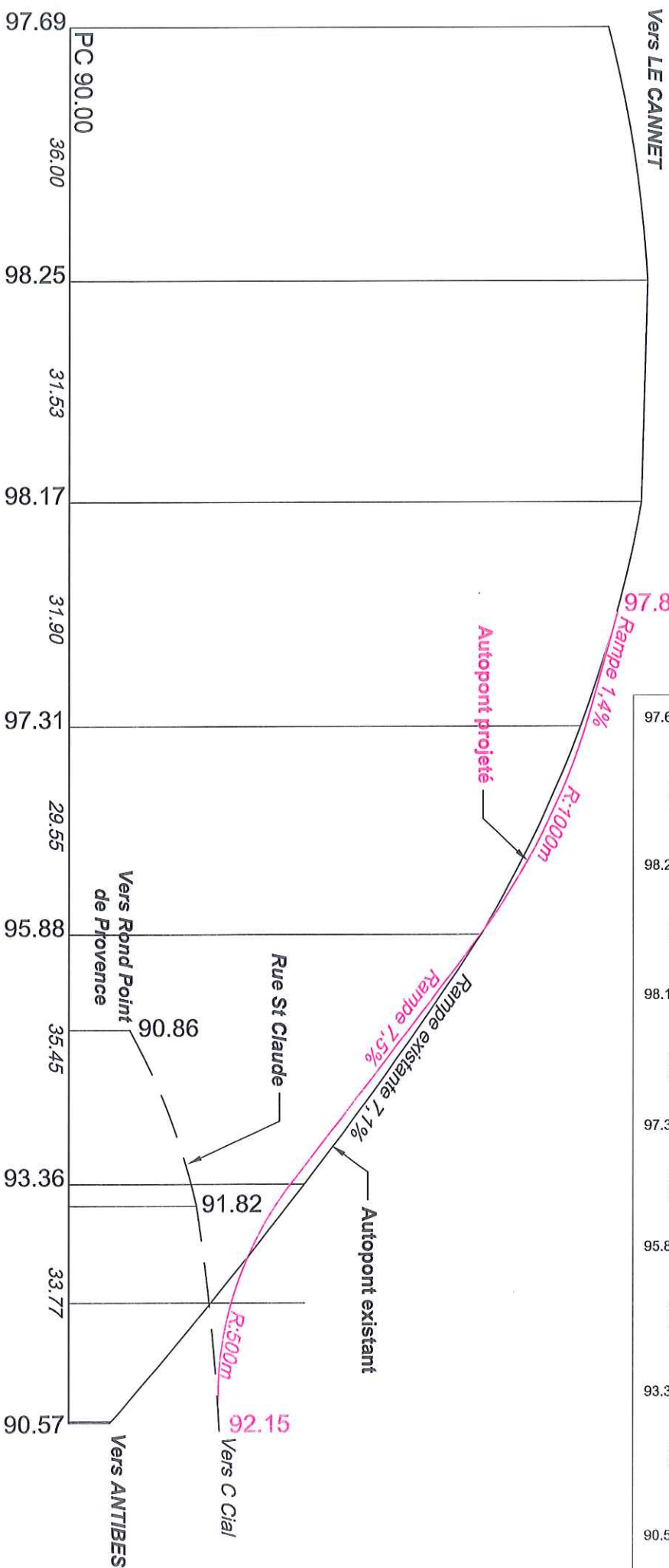
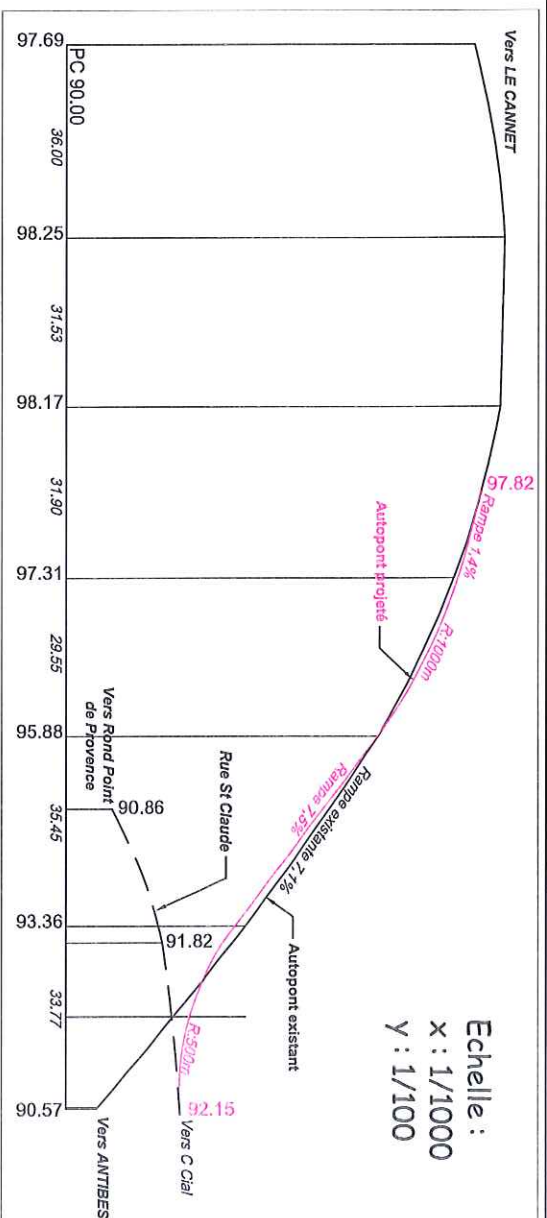
APS

PLANS DE PRINCIPE DES AMENAGEMENT ROUTIERS COMMUNAUX ET DEPARTEMENTAUX

APS AUTOPONT SAINT CLAUDE PROFIL EN LONG



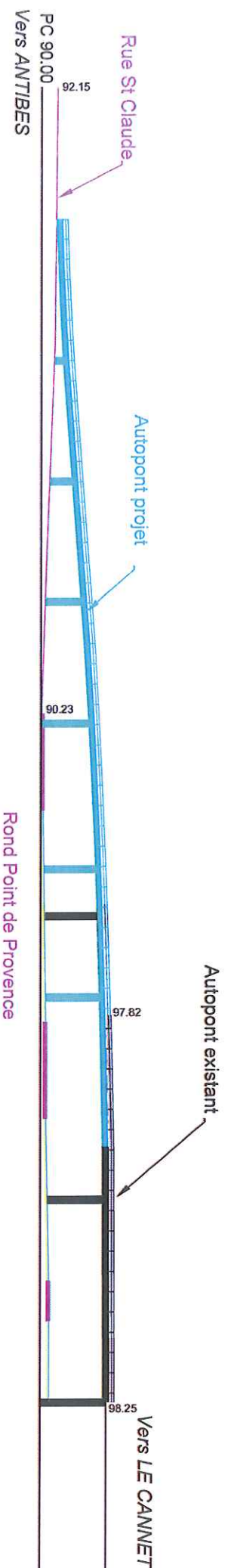
Echelle :
x : 1/1000
y : 1/100



Commune d'Antibes
Reconfiguration du giratoire de Provence

APS autopont St Claude
Profil en long

Date : 19-05-2015
Nom de fichier :
Antibes_Etude giratoire de Provence_APS Mai 2015_Projet profils en long-Ind 3.dwg



ANTIBES
Autopont Rue St Claude ~ RD35 Route de GRASSE

Estimation sommaire

Estimation sans connaissance des caractéristiques des terrains et des réseaux
de concessionnaires pouvant engendrer des coûts supplémentaires

	DESIGNATION	U	PU	Quantité	Montant H.T.
100	Installation de chantier				
101	Installation de chantier	F	100 000,00 €	1	100 000,00 €
102	Dossier d'exécution et d'exploitation	F	25 000,00 €	1	25 000,00 €
103	Dossier de récolement	F	12 000,00 €	1	12 000,00 €
104	Piquetage de chantier	F	10 000,00 €	1	10 000,00 €
105	PAQ, PPSPS	F	12 000,00 €	1	12 000,00 €
106	Signalisation de chantier	F	20 000,00 €	1	20 000,00 €
	Sous-total Poste 100				179 000,00 €
200	Terrassements, Assainissement, Voirie, Signalisations, Eclairage public				
2000	Travaux préparatoires				
2001	Dégagement des emprises (démolition, déposes diverses, arrachage d'arbres...)	F	15 000,00 €	1	15 000,00 €
2002	Dépose de signalisation	F	1 000,00 €	1	1 000,00 €
2003	Démolition d'enrobé	m ²	7,00 €	500	3 500,00 €
2004	Sciage de voirie	m	6,50 €	300	1 950,00 €
2005	Rabotage de voirie et balayage	m ²	7,00 €	1200	8 400,00 €
2006	Décapage de terre végétale stockée pour réemploi	m ³	7,00 €	200	1 400,00 €
2007	Réglage et compactage de fond de forme	m ²	1,50 €	1500	2 250,00 €
2008	Mise à niveau de Regards et Chambres diverses	u	300,00 €	10	3 000,00 €
2009	Mise en œuvre de remblais	m ³	25,00 €	400	10 000,00 €
2010	Déblais à évacuer	m ³	15,00 €	2855	42 825,00 €
	Sous-total Poste 2000				89 325,00 €
2100	Eaux pluviales				
2101	Fourniture et pose d'un collecteur y compris tranchée				
2101-a	PVC diamètre 315 mm	m	70,00 €	0	- €
2101-b	PVC diamètre 400 mm	m	100,00 €	300	30 000,00 €
2101-c	PVC diamètre 500 mm	m	195,00 €	0	- €
2101-d	PVC diamètre 600 mm	m	235,00 €	0	- €
2102	Création de regard avec élément avaloir et raccordement	u	730,00 €	8	5 840,00 €
2103	Création de regard de changement de direction diam 1000mm	u	1 570,00 €	5	7 850,00 €
2104	Fourniture et pose de fossés béton préfabriqués	m	60,00 €	0	- €
2105	Création d'un regard au droit du séparateur diam. 2000mm	u	3 800,00 €	0	- €
2106	Fourniture et mise en œuvre d'un séparateur hydrocarbures	u	26 500,00 €	0	- €
2107	Création d'un regard béton 2m x 2m x 2m	u	3 800,00 €	0	- €
2108	Fourniture et mise en œuvre d'un dispositif de relevage	u	190 000,00 €	0	- €
	Sous-total Poste 2100				43 690,00 €
2200	Chaussée				
2201	Géotextile	m ²	2,00 €	1820	3 640,00 €
2202	GNT 0/60 sur 50cm	m ³	50,00 €	910	45 500,00 €

ANTIBES
Autopont Rue St Claude ~ RD35 Route de GRASSE

Estimation sommaire

	DESIGNATION	U	PU	Quantité	Montant H.T.
2203	GNT 0/31,5 sur 10cm	m³	70,00 €	185	12 950,00 €
2204	Enrobés				
2204-a	Grave Btume 20cm	T	110,00 €	890	97 900,00 €
2204-b	B.B.S.G. 6cm	T	110,00 €	360	39 600,00 €
2205	Plus value pour MOE à la main	T	35,00 €	50	1 750,00 €
2206	Plus value pour MOE de nuit de la GB	T	30,00 €	890	26 700,00 €
2207	Plus value pour MOE de nuit du BBSG	T	30,00 €	360	10 800,00 €
	Sous-total Poste 2200				238 840,00 €
2300	Bordures et caniveaux				
2301	Bordure type T	m	40,00 €	1000	40 000,00 €
	Sous-total Poste 2300				40 000,00 €
2400	Trottoir, îlot, surlargeurs				
2401	GNT 0/31,5 sur 10cm	m³	95,00 €	60	5 700,00 €
2402	Béton bitumineux noir 0/6 5cm mis en œuvre à la main	T	160,00 €	72	11 520,00 €
	Sous-total Poste 2400				17 220,00 €
2500	Equipements de signalisation et de sécurité				
2501	Réalisation de l'Eclairage public				
2501-1	Création de points lumineux (candélabres ou luminaires sous OA et en trémie)	F	55 000,00 €	1	55 000,00 €
2502	Réalisation de la signalisation verticale de police				
2502-1	panneau de police Gamme Normale	u	360,00 €	10	3 600,00 €
2502-2	Balise de musoir	u	800,00 €	0	- €
2503	Réalisation de la signalisation verticale de direction				
2503-1	panneau type D21	u	550,00 €	1	550,00 €
2503-2	panneau type D43	u	550,00 €	1	550,00 €
2503-3	portique gabarit	u	8 500,00 €	0	- €
2504	Réalisation de la signalisation horizontale				
2504-1	Marquage type Lc 3u	m	2,00 €	400	800,00 €
2504-2	Marquage type T2 5u	m	2,00 €	100	200,00 €
2504-3	Marquage type T3 2u	m	2,00 €	150	300,00 €
2504-4	Zébra	m²	25,00 €	700	17 500,00 €
2505	Réalisation des dispositifs de glissières de sécurité				
2505-1	type BN4 sur OA	m	300,00 €	250	75 000,00 €
2505-2	type GBA	m	60,00 €	0	- €
	Sous-total Poste 2500				153 500,00 €
	Montant Hors Taxes des Travaux Postes 200 à 2500				582 575,00 €
300	Ouvrages d'Art				
301	Fondations des piles	m³	1 000,00 €	32	32 000,00 €
302	Piles d'ouvrage	m³	1 500,00 €	133	199 500,00 €
303	Tablier	m²	4 500,00 €	420	1 890 000,00 €
304	Murs de soutènement	m²	250,00 €	450	112 500,00 €
	Montant Hors Taxes des Travaux Poste 300				2 234 000,00 €

ANTIBES
Autopont Rue St Claude ~ RD35 Route de GRASSE

Estimation sommaire

	Montant Total Hors Taxes				2 995 575,00 €
	Somme à valoir 20 %				599 115,00 €
	Montant Total Général Hors Taxes				3 594 690,00 €
	TVA à 20,0%				718 938,00 €
	MONTANT T.T.C.				4 313 628,00 €

**Estimation sommaire de
l'élargissement du chemin de St
Claude et du déplacement du
giratoire de St Claude**

Bases de calculs :

☞ Ouvrage dalle :	4.000€ H.T. / m ²
☞ Chaussée voirie lourde neuve :	200€ H.T. / m ²
☞ Chaussée reprofilée :	80€ H.T. / m ²
☞ Chaussée légère neuve :	130€ H.T. / m ²
☞ Trottoir :	50€ H.T. / m ²
☞ Déblais (roche)	40€ H.T. / m ²
☞ Mur :	700€ H.T. / m ²

.Elargissement Chemin de Saint Claude à 3 voies : 4670 m² dont 1.130 de chaussée et 800 m² trottoir neuf

✓ Déblais	200.000€
✓ Chaussée neuve	230.000€
✓ Chaussée existante reprofilée	220.000€
✓ Trottoir neuf	40.000€
✓ Mur de soutènement côté Centre Commercial	620.000€
✓ Assainissement neuf	60.000€

Total H.T. Elargissement Chemin de Saint Claude à 3 voies

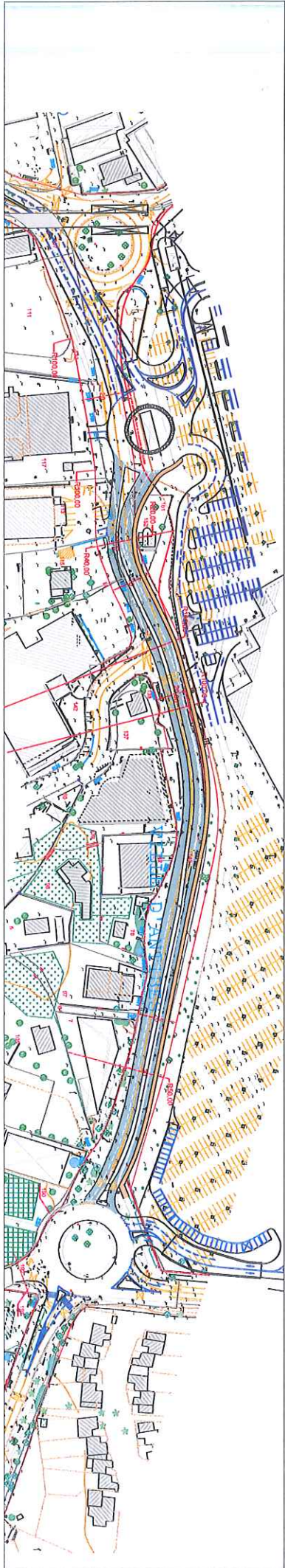
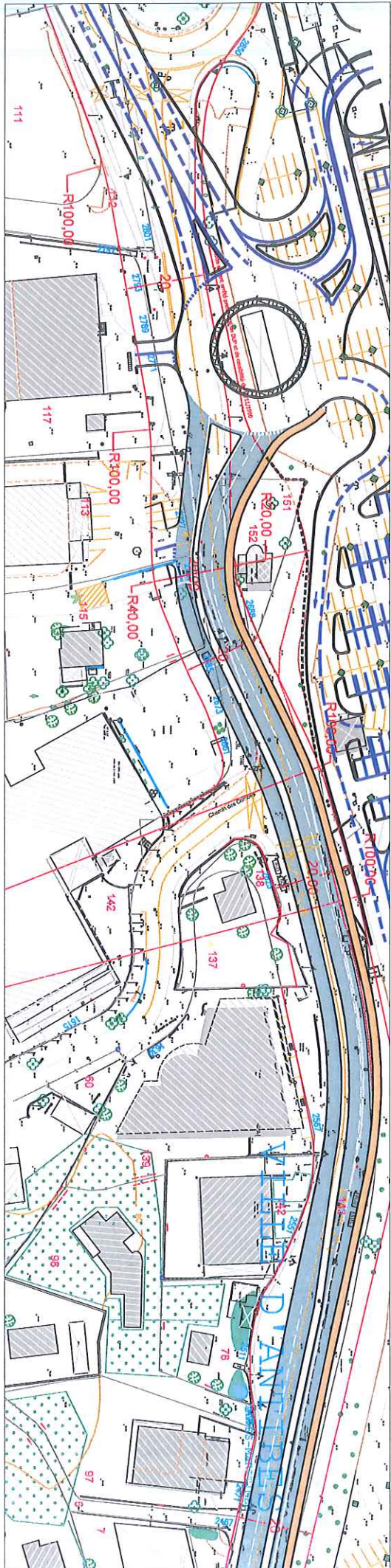
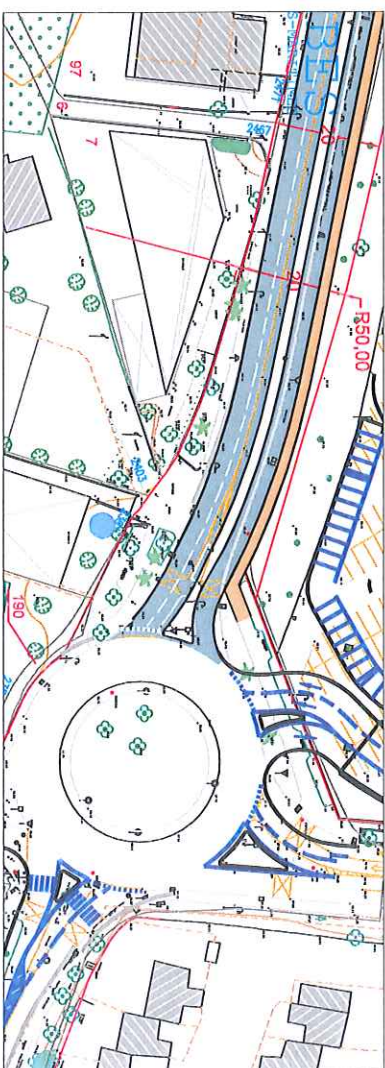
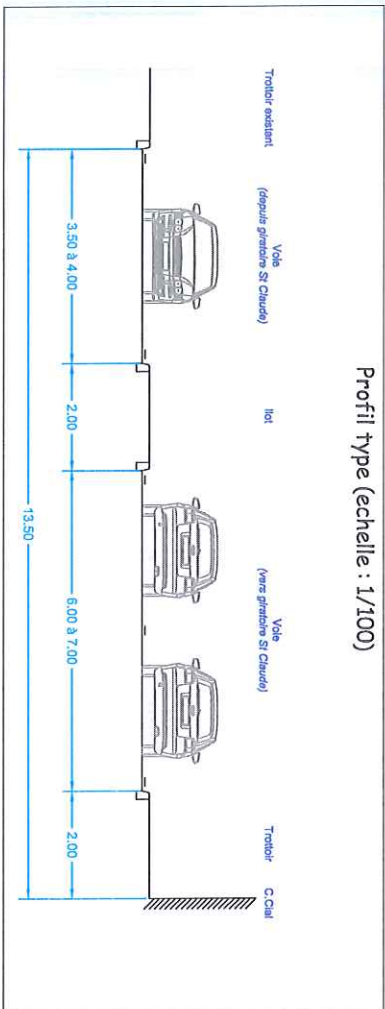
≈ 1.400.000€

. Création du giratoire accès Ouest au niveau R - 1 : Solution définitive - ≈ 2.950 m² de chaussée neuve

✓ Déblais	360.000€
✓ Chaussée neuve	590.000€
✓ Assainissement neuf	30.000€
✓ Aménagements divers anneau et accotement	150.000€

Total H.T. Création du giratoire accès Ouest au niveau R - 1

1.130.000€



ESTIMATION SOMMAIRE

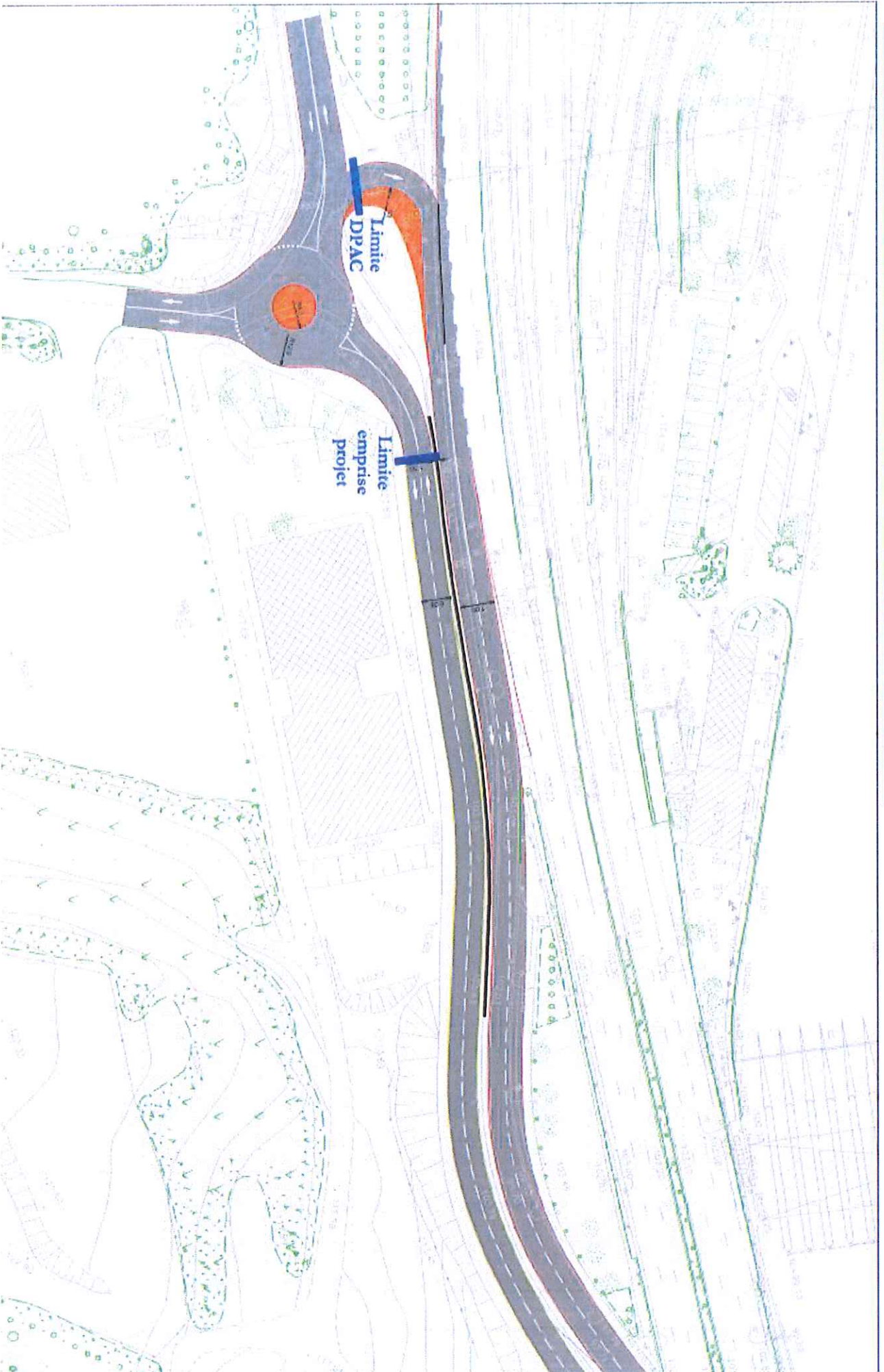
Intitulés	Unité	Quantité	PU en € HT	PRIX en € HT
VRD				
POSTES GENERAUX				
A001 INSTALLATION DE CHANTIER	forfait	1	30 000	30 000,00
A100 FOURNITURE ET POSE DE DISPOSITIFS PROVISOIRES DE RETENUE	ml	100	320	32 000,00
A101 DEPLACEMENT DE SEPARATEURS	ml	100	10	1 000,00
A102 DEPLACEMENT DEFINITIF DE SEPARATEUR	ml	100	15	1 500,00
A150 SIGNALISATION, PROTECTION ET MAINTIEN DES ACCES ET CIRCULATION	forfait	1	3 000	3 000,00
A500 ECLAIRAGE PROVISOIRE	forfait	1	2 000	2 000,00
Sous total				69 500,00
DEPOSES				
B010 DEPOSE DE MOBILIER URBAIN (HORS SUPPORTS DE SIGNA COMMERCIALE)	unité	50	100	5 000,00
B015 DEPOSE ABRI BUS	unité	2	800	1 600,00
B020 DEPOSE SIGNALISATION COMMERCIALE	unité	3	400	1 200,00
B050 DEPOSE ET EVACUATION DE MATS, CANDELABRES ET POTEAUX	unité	10	500	5 000,00
Sous total				12 800,00
DEMOLITIONS				
C010 DECOUPE DE REVETEMENT A LA SCIE CIRCULAIRE	ml	500	3	1 500,00
C020 DEMOLITION OUVRAGES DIVERS	m3	10	80	800,00
C210 DEMOLITION STRUCTURE DE TROTTOIR EXISTANTE	m2	340	10	3 400,00
C220 DEMOLITION STRUCTURE DE CHAUSSEE EXISTANTE	m2	7 400	15	111 000,00
Sous total				116 700,00
TERRASSEMENTS GENERAUX				
D010 DECAPAGE DE TERRE VEGETALE	m3	20	4	80,00
D100 TERRASSEMENTS EN DEBLAIS ET EVACUATION EN DECHARGE	m3	4 560	15	68 400,00
D300 FOURNITURE ET MISE EN ŒUVRE DE REMBLAIS EN MATERIAU D'APPORT	m3	200	40	8 000,00
D450 FOURNITURE ET POSE DE GEOMEMBRANE	m2	8 840	10	88 400,00
D670 REALISATION DE PURGE ET SUBSTITUTION EN GRAVE NON TRAITEE GNT1	m3	50	80	4 000,00
D650 FOURNITURE ET MISE EN ŒUVRE DE COUCHE DE FORME SUR GNT2 sur 35 cm	m3	1 300	15	19 500,00
Sous total				188 380,00
TERRASSEMENTS EN TRANCHEE POUR CANALISATIONS ET DRAINS				
E010 Terrassements en déblais pour canalisations posées de 1m à 2 m	m3	250	20	5 000,00
E030 EVACUATION DES DEBLAIS	m3	250	20	5 000,00
E100 REMBLAIEMENT DES TRANCHEES (GNT2)	m3	250	40	10 000,00
Sous total				20 000,00
STRUCTURE DE CHAUSSEES				
G110 FOURNITURE ET MISE EN ŒUVRE DE GNT2 sur une épaisseur de 20cm pour trottoirs et pistes cyclables	m2	2 000	15	30 000,00
G260 FOURNITURE ET MISE EN ŒUVRE DE BC3 sur une épaisseur de 18cm en station	m2	200	40	8 000,00
pour fondations stations sur une épaisseur de 23cm	m2	200	60	12 000,00
G285 FOURNITURE ET MISE EN ŒUVRE DE BC5g sur une épaisseur de 18cm en station	m2	200	70	14 000,00
G340 FOURNITURE ET MISE EN ŒUVRE DE EB-EME2 pour la voie bustram sur 15cm	m2	3 900	40	156 000,00
pour secteur 4 sur 20cm	m2	1 800	40	72 000,00
G400 FOURNITURE ET MISE EN ŒUVRE DE EB-BBM pour trottoirs et pistes cyclables sur 4cm	m2	1 940	10	19 400,00
plus value pour enrobé couleur piste cyclable	m2	240	5	1 200,00
G412 FOURNITURE ET MISE EN ŒUVRE DE EB-BBSG 3 sur une épaisseur de 6cm	m2	1 800	15	27 000,00
G550 FOURNITURE ET MISE EN ŒUVRE DE DALLE BETON SUR LIT DE SABLE Pour station	m2	300	80	24 000,00
Sous total				363 600,00
BORDURES ET DISPOSITIFS DE RETENUE				
H015 FOURNITURE ET POSE DE BORDURES BETON PREFABRIQUEES	ml	460	35	16 100,00
H019 FOURNITURE ET POSE DE BORDURES BETON PREFABRIQUEES IMITATION PIERRE bordure type qual bus	ml	36	240	8 640,00
bordure B30D14 (section courante)	ml	520	90	46 800,00
Sous total				71 540,00
SIGNALISATION HORIZONTALE/VERTICALE/DE JALONEMENT				
I010 MARQUAGES SUR VOIRIE DEFINITIVE EN RESINE BLANCHE	ml	160	10	1 600,00
I060 MISE EN ŒUVRE DE BANDE GUIDE POUR MALVOYANTS	ml	50	20	1 000,00
I100 FOURNITURE ET POSE DE TUBE SUPPORT	u	30	150	4 500,00
I150 FOURNITURE ET POSE DE PANNEAUX DE POLICE HOMOLOGUES	u	12	300	3 600,00
Sous total				10 700,00

ESTIMATION SOMMAIRE

TOTAL TRAVAUX	1 120 000,00
ALEA (15% BHNS,STATION, VOIE ESPACE ANTIBES; 20% GIRATOIRE DE PROVENCE)	178 000,00
TOTAL TRAVAUX + ALEA	1 298 000,00
ARRONDI	1 300 000,00
HORORAIRES	
PRESTATIONS INTELLECTUELLES ET MOE	260 000,00

TOTAL TRAVAUX ET ETUDES		1 560 000,00
--------------------------------	--	---------------------

LIASON SEMBOULES / TERRIERS – GIRATOIRE ALLEE DES TERRIERS x CHEMIN DES TERRIERS



Estimation sommaire

Estimation sans connaissance des caractéristiques des terrains et des réseaux
de concessionnaires pouvant engendrer des coûts supplémentaires

	DESIGNATION	U	PU	Quantité	Montant H.T.
100	Installation de chantier				
101	Installation de chantier	F	20 000,00 €	1	20 000,00 €
102	Dossier d'exécution et d'exploitation	F	10 000,00 €	1	10 000,00 €
103	Dossier de récolement	F	3 000,00 €	1	3 000,00 €
104	Piquetage de chantier	F	5 000,00 €	1	5 000,00 €
105	PAQ, PPSPS	F	2 000,00 €	1	2 000,00 €
106	Signalisation de chantier	F	10 000,00 €	1	10 000,00 €
	Sous-total Poste 100				50 000,00 €
200	Terrassements, Assainissement, Voirie, Signalisations, Eclairage public				
2000	Travaux préparatoires				
2001	Dégagement des emprises (démolition, déposes diverses, arrachage d'arbres...)	F	20 000,00 €	1	20 000,00 €
2002	Dépose de signalisation	F	15 000,00 €	1	15 000,00 €
2003	Démolition d'enrobé	m²	7,00 €	1000	7 000,00 €
2004	Sciage de voirie	m	6,50 €	500	3 250,00 €
2005	Rabotage de voirie et balayage	m²	7,00 €	200	1 400,00 €
2006	Décapage de terre végétale stockée pour réemploi	m³	7,00 €	0	- €
2007	Réglage et compactage de fond de forme	m²	1,50 €	2600	3 900,00 €
2008	Mise à niveau de Regards et Chambres diverses	u	300,00 €	5	1 500,00 €
2009	Mise en œuvre de remblais	m³	25,00 €	1300	32 500,00 €
2010	Déblais à évacuer	m³	15,00 €	1300	19 500,00 €
	Sous-total Poste 2000				104 050,00 €
2100	Eaux pluviales				
2101	Fourniture et pose d'un collecteur y compris tranchée				
2101-a	PVC diamètre 315 mm	m	70,00 €	0	- €
2101-b	PVC diamètre 400 mm	m	100,00 €	400	40 000,00 €
2101-c	PVC diamètre 500 mm	m	195,00 €	0	- €
2101-d	PVC diamètre 600 mm	m	235,00 €	0	- €
2102	Création de regard avec élément avaloir et raccordement	u	730,00 €	10	7 300,00 €
2103	Création de regard de changement de direction diam 800mm	u	1 570,00 €	4	6 280,00 €
2104	Fourniture et pose de fossés béton préfabriqués	m	60,00 €	0	- €
2105	Création d'un regard au droit du séparateur diam. 2000mm	u	3 800,00 €	0	- €
2106	Fourniture et mise en œuvre d'un séparateur hydrocarbures	u	26 500,00 €	0	- €
2107	Création d'un regard béton 2m x 2m x 2m	u	3 800,00 €	0	- €
2108	Fourniture et mise en œuvre d'un dispositif de relevage	u	190 000,00 €	0	- €
	Sous-total Poste 2100				53 580,00 €
2200	Chaussée				
2201	Géotextile	m²	2,00 €	1800	3 600,00 €
2202	GNT 0/60 sur 50cm	m³	50,00 €	900	45 000,00 €

Estimation sommaire

	DESIGNATION	U	PU	Quantité	Montant H.T.
2203	GNT 0/31,5 sur 10cm	m³	70,00 €	180	12 600,00 €
2204	Enrobés				
2204-a	Grave Btume 20cm	T	110,00 €	1152	126 720,00 €
2204-b	B.B.S.G. 6cm	T	110,00 €	382	42 020,00 €
2205	Plus value pour MOE à la main	T	35,00 €	20	700,00 €
2206	Plus value pour MOE de nuit de la GB	T	30,00 €	1152	34 560,00 €
2207	Plus value pour MOE de nuit du BBSG	T	30,00 €	382	11 460,00 €
	Sous-total Poste 2200				276 660,00 €
2300	Bordures et caniveaux				
2301	Bordure type T	m	40,00 €	530	21 200,00 €
	Sous-total Poste 2300				21 200,00 €
2400	Trottoir, ilot, surlargeurs				
2401	GNT 0/31,5 sur 10cm	m³	95,00 €	13	1 235,00 €
2402	Béton bitumineux noir 0/6 5cm mis en œuvre à la main	T	160,00 €	15	2 400,00 €
	Sous-total Poste 2400				3 635,00 €
2500	Equipements de signalisation et de sécurité				
2501	Réalisation de l'Eclairage public				
2501-1	Création de points lumineux (candélabres ou luminaires sous OA et en trémie)	F	- €	0	- €
2502	Réalisation de la signalisation verticale de police				
2502-1	panneau de police Gamme Normale	u	360,00 €	18	6 480,00 €
2502-2	Balise de musoir	u	800,00 €	1	800,00 €
2503	Réalisation de la signalisation verticale de direction				
2503-1	panneau type D21	u	550,00 €	4	2 200,00 €
2503-2	panneau type D42	u	1 500,00 €	3	4 500,00 €
2503-3	portique gabarit	u	8 500,00 €	0	- €
2504	Réalisation de la signalisation horizontale				
2504-1	Marquage type Lc 3u	m	2,00 €	250	500,00 €
2504-2	Marquage type T2 5u	m	2,00 €	100	200,00 €
2504-3	Marquage type T3 2u	m	2,00 €	390	780,00 €
2504-4	Flèches de direction	u	250,00 €	6	1 500,00 €
2505	Réalisation des dispositifs de glissières de sécurité				
2505-1	type BN4 sur OA et giratoire	m	300,00 €	0	- €
2505-2	type GBA	m	60,00 €	80	4 800,00 €
	Sous-total Poste 2500				21 760,00 €
	Montant Hors Taxes des Travaux Postes 200 à 2500				480 885,00 €
300	Ouvrages d'Art				
301	Murs de soutènement	m²	250,00 €	600	150 000,00 €
	Montant Hors Taxes des Travaux Poste 300				150 000,00 €

Estimation sommaire

	Montant Total Hors Taxes				680 885,00 €
	Somme à valoir 20 %				136 177,00 €
	Montant Total Général Hors Taxes				817 062,00 €
	TVA à 20,0%				163 412,40 €
	MONTANT T.T.C.				980 474,40 €

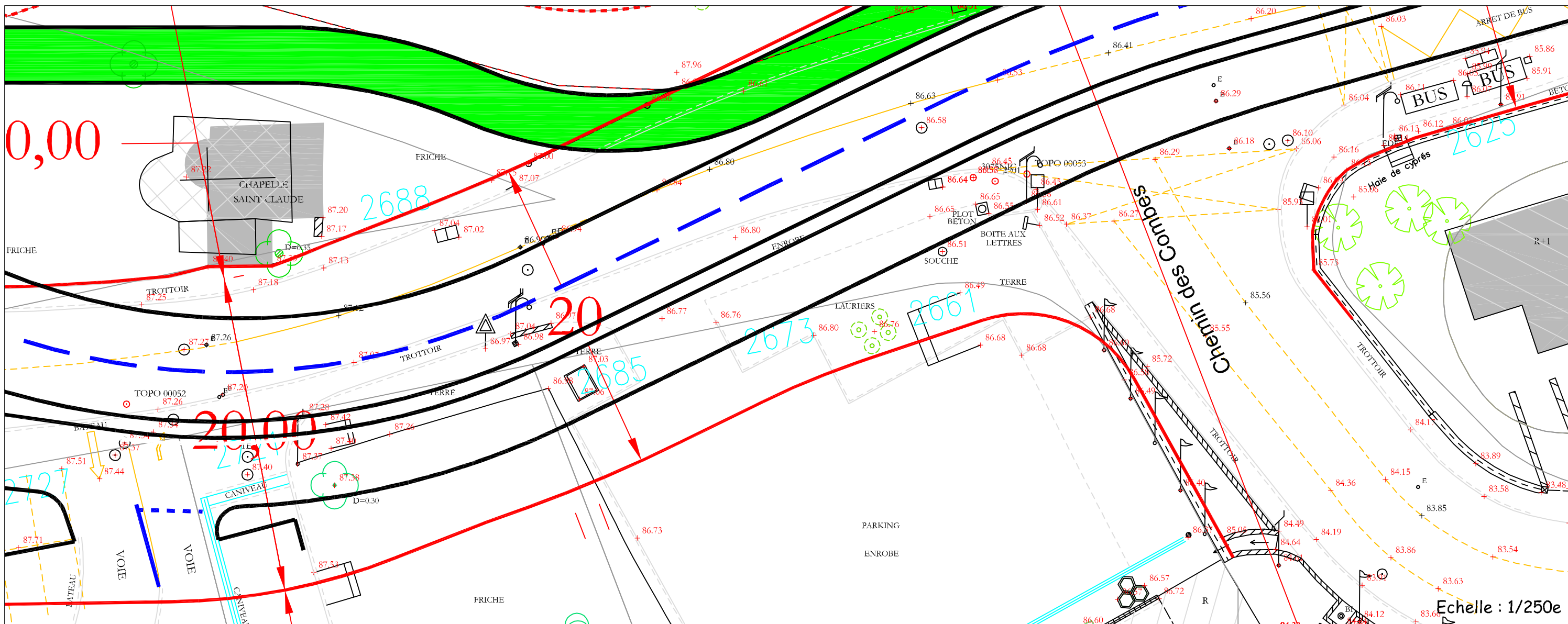
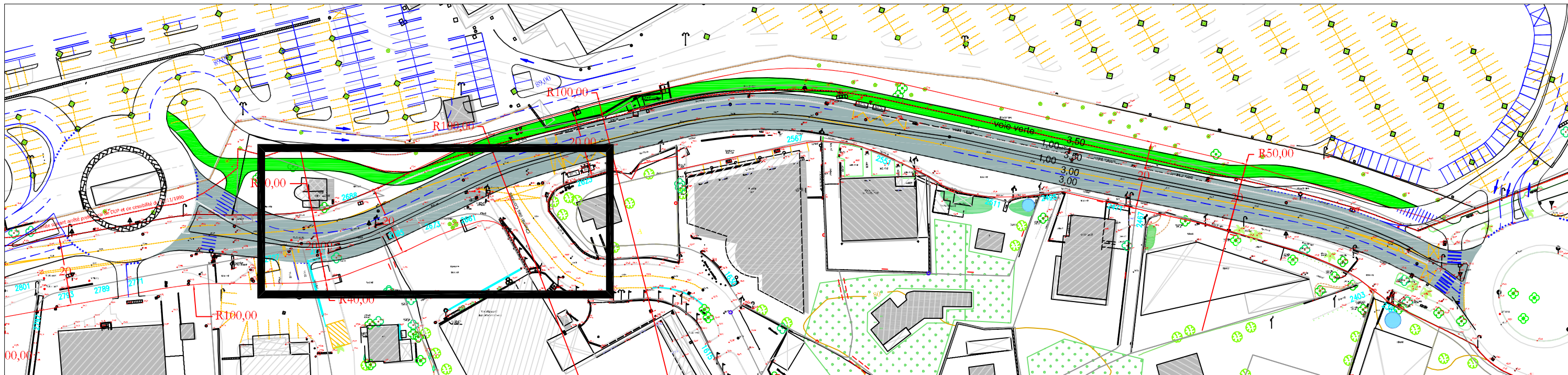
ANNEXE 4 : TABLEAU DE REPARTITION FINANCIERE DE L'OPERATION ENTRE LES MEMBRES

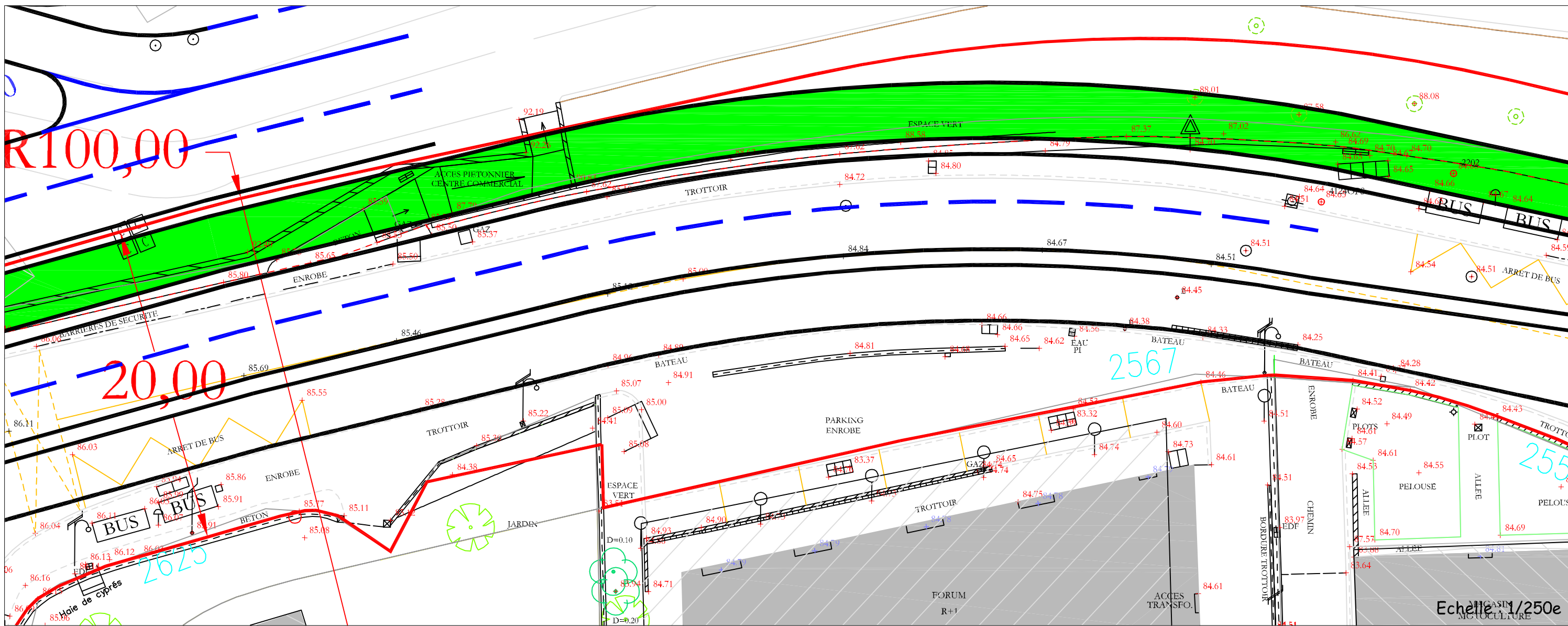
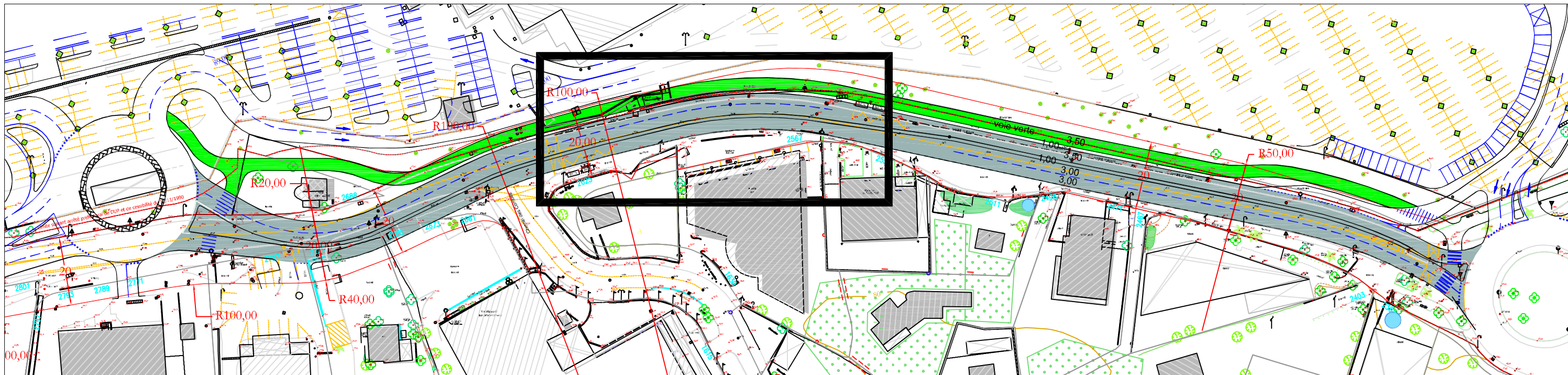
N° sur le plan en annexe 2	Projets	Travaux		Aléas		Coût total	Département		Commune d'ANTIBES		CASA	
		source	Coût des travaux en	%	Coût de l'aléas en euros HT	Travaux + aléas en euros	Pourcentage de	Part financière en	Pourcentage de	Part financière en euros HT	Pourcentage de	Part financière en euros HT
4.1	Construction d'un autopont reliant le chemin de St Claude à la RD 35	APS 30/6/15	2 995 000,00	20%	599 000,00	3 594 000,00	46,5%	1671210,00	53,5%	1 922 790,00	0%	0,00
4.4	Élargissement du giratoire de Provence à 3	CASA 22/01/16	202 000,00	20%	40 400,00	242 400,00	0%	0,00	0%	0,00	100%	242 400,00
2	Élargissement du chemin de St Claude à 3 voies	EP 20/11/14	1 400 000,00	15%	210 000,00	1 610 000,00	0%	0,00	100%	1 610 000,00	0%	0,00
3	Déplacement du giratoire de Saint Claude	EP 20/11/14	1 130 000,00	15%	169 500,00	1 299 500,00	0%	0,00	100%	1 299 500,00	0%	0,00
5 & 6	Création d'un tronçon de site propre du bus tram + station BHNS + Voie Espace	CASA 22/01/16	920 000,00	15%	138 000,00	1 058 000,00	0%	0,00	0%	0,00	100%	1 058 000,00
4.5	Aménagement d'un giratoire sur le chemin des Terriers permettant le raccordement de la nouvelle bretelle d'entrée à A8	APS 30/6/15	400 000,00	20%	80 000,00	480 000,00	0%	0,00	100%	480 000,00	0%	0,00

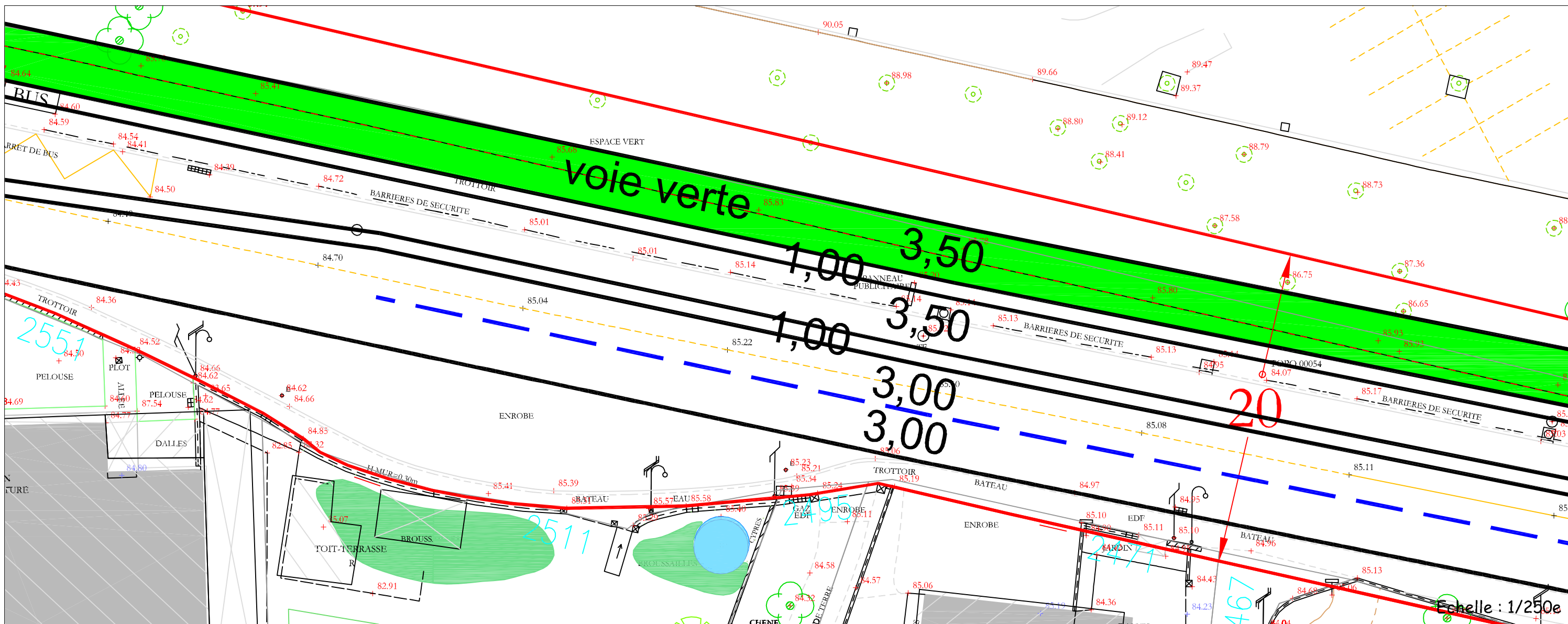
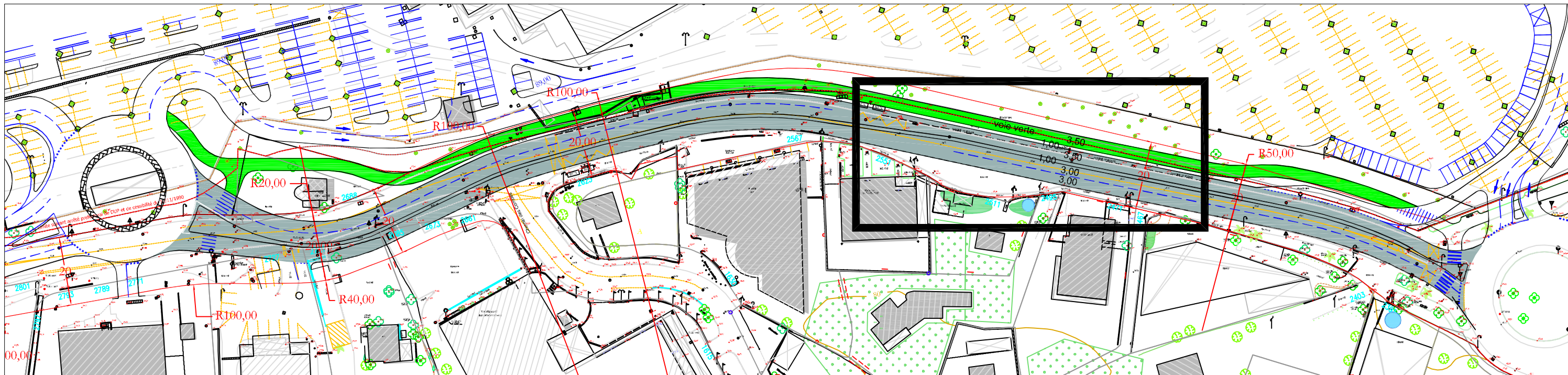
Sous total HT en €	8 283 900,00		1 671 210,00		5 312 290,00		1 300 400,00
--------------------	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------

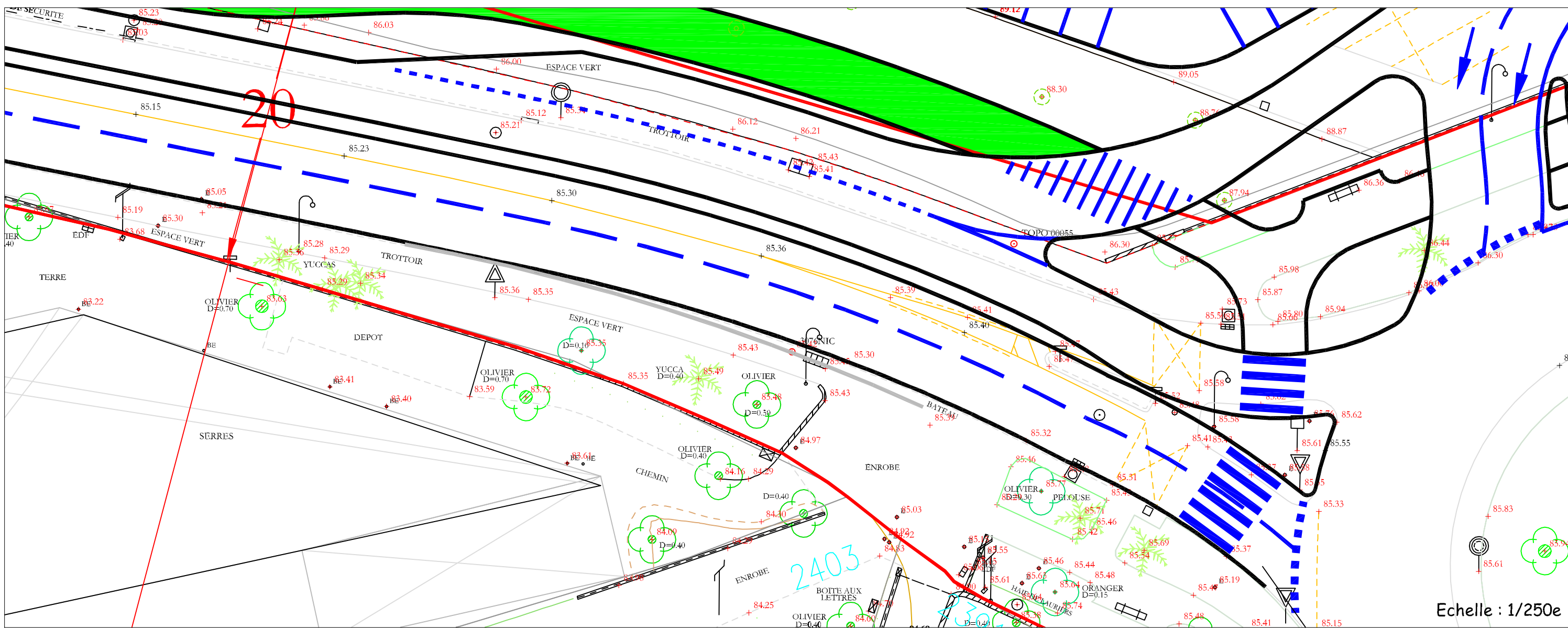
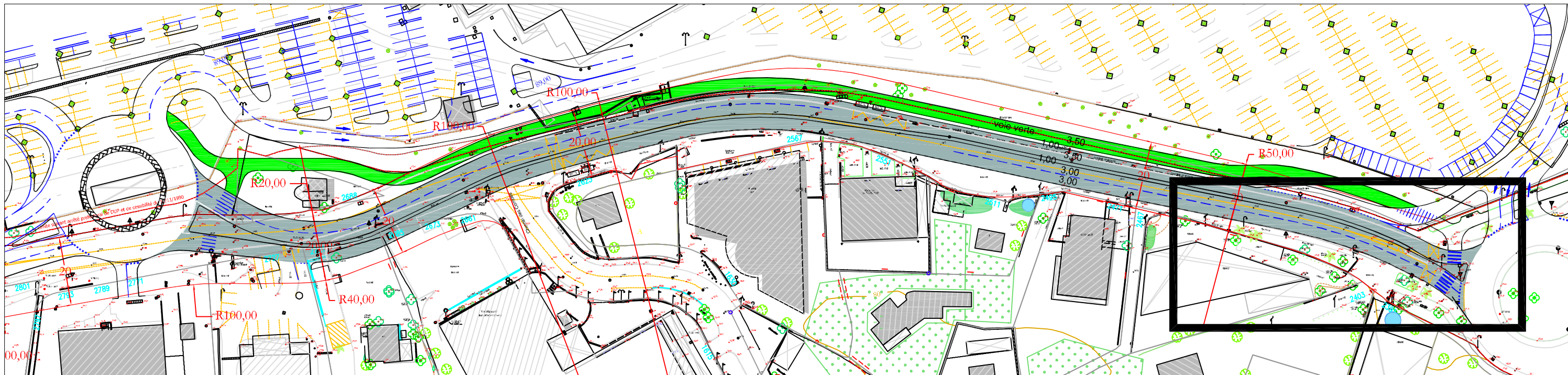
Prestations intellectuelles et marché de maitrise d'œuvre	20%	1 656 780,00	20%	334 242,00	64%	1 062 458,00	16%	260 080,00
---	-----	--------------	-----	------------	-----	--------------	-----	------------

Travaux + Prestations intellectuelles	9 940 680,00		2 005 452,00		6 374 748,00		1 560 480,00
---------------------------------------	--------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------









Echelle : 1/250e

Planning d'aménagement des voiries routières et autoroutières dans le secteur nord d'Antibes

N°	Nom de la tâche	2016										2017							2018							2019							2020						
		1er Semestre		2nd Semestre		1er Semestre		2nd Semestre		1er Semestre		2nd Semestre		1er Semestre		2nd Semestre		1er Semestre		2nd Semestre		1er Semestre		2nd Semestre		1er Semestre													
		9/1	7/1	5/0	4/0	2/0	0/0	8/0	6/0	4/1	2/0	0/0	0/0	9/0	7/0	4/0	3/1	1/1	9/0	9/0	7/0	5/0	3/0	1/1	9/1	7/0	5/0	5/0	3/0	2/0	9/0	8/1	6/1	3/0	3/0	1/0			
0	Planning d'aménagement des voiries routières et autoroutières dans le secteur nord																																						
1	1 Etudes préalables																																						
10	2 Convention PUP																																						
17	3 Convention de groupement de commande																																						
25	4 Déclaration de projet L300-1 et L123.14 et suivants du CU emportant mise en compatibilité du PLU et fixant les modalités de concertation publique préalable																																						
33	5 Permis de construire surface commerciale																																						
37	6 Phase de Concertation publique sur les projets																																						
43	7 Enquête publique unique routière et autoroutière ou cas par cas																																						
68	8 Archéologie préventive																																						
75	9 Dossier loi sur l'eau																																						
82	10 DCE de maitrise d'œuvre																																						
91	11 Etudes																																						
96	12 Travaux routiers départementaux et communaux																																						
111	13 Etudes et travaux autoroutiers																																						

Incidence financière 1 560 480 € HT .

Le budget est prévu dans le budget bus-tram : maitrise d'œuvre et travaux

ANNEXE 4 : TABLEAU DE REPARTITION FINANCIERE DE L'OPERATION ENTRE LES MEMBRES

N° sur le plan en annexe 2	Projet	Travaux		Aléas		Coût total	Département		Commune d'ANTIBES		CASA		
		source	Coût des travaux en	%	Coût de l'aléa en euros HT	Travaux + aléas en euros	Pourcentage de	Part financière en	Pourcentage de	Part financière en euros HT	Pourcentage de	Part financière en euros HT	
4.1	Construction d'un autopont reliant le chemin de St Claude à la RD 35	APS 30/6/15	2 995 000,00	20%	599 000,00	3 594 000,00	46,5%	1671210,00	53,5%	1 922 790,00	0%	0,00	
4.4	Elargissement du giratoire de Provence à 3	CASA 22/01/16	202 000,00	20%	40 400,00	242 400,00	0%	0,00	0%	0,00	100%	242 400,00	
2	Elargissement du chemin de St Claude à 3 voies	EP 20/11/14	1 400 000,00	15%	210 000,00	1 610 000,00	0%	0,00	100%	1 610 000,00	0%	0,00	
3	Déplacement du giratoire de Saint Claude	EP 20/11/14	1 130 000,00	15%	169 500,00	1 299 500,00	0%	0,00	100%	1 299 500,00	0%	0,00	
5 & 6	Création d'un tronçon de site propre du bus tram + station BHNS + Voie Espace	CASA 22/01/16	920 000,00	15%	138 000,00	1 058 000,00	0%	0,00	0%	0,00	100%	1 058 000,00	
4.5	Amenagement d'un giratoire sur le chemin des Terriers permettant le raccordement de la nouvelle bretelle d'entrée à AS	APS 30/6/15	400 000,00	20%	80 000,00	480 000,00	0%	0,00	100%	480 000,00	0%	0,00	
Sous total HT en €						8 283 900,00		1 671 210,00		5 312 290,00		1 300 400,00	
Prestations intellectuelles et marché de maîtrise d'œuvre						20%	1 656 780,00	20%	334 242,00	64%	1 062 458,00	16%	260 080,00
Travaux + Prestations intellectuelles						9 940 680,00		2 005 452,00		6 374 748,00		1 560 480,00	

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 14/03/2016
Numéro : BC.2016.044
Nature : DE - Deliberations
Objet : Bus-tram - Convention de groupement de commandes
Antibes - Département des Alpes-Maritimes - CASA
Matière : 8.7 - Transports

Interlocuteur

Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 108658248
Référence envoi : IDF2016-03-29T11-13-42.00
Envoyé le : 29/03/2016
à (TU) : 09h13:56

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 29/03/2016
Identifiant : 006-240600585-20160314-AOI_5906-DE

Acte reçu

Date : 14/03/2016
Numéro interne : AOI_5906
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 7
Objet : Bus-tram - Convention de groupement de commandes Antibes - Département des Alpes-Maritimes - CASA
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20160314-AOI_5906-DE-1-1_1.pdf

Annexes

Nombre : 7

- 006-240600585-20160314-AOI_5906-DE-1-1_2.pdf
- 006-240600585-20160314-AOI_5906-DE-1-1_3.pdf
- 006-240600585-20160314-AOI_5906-DE-1-1_4.pdf
- 006-240600585-20160314-AOI_5906-DE-1-1_5.pdf
- 006-240600585-20160314-AOI_5906-DE-1-1_6.pdf
- 006-240600585-20160314-AOI_5906-DE-1-1_7.pdf
- 006-240600585-20160314-AOI_5906-DE-1-1_8.pdf